

## **Note argumentaire relative à la modification du Programme Nouvelle-Aquitaine FEDER-FSE+ 2021-2027 dans le cadre de la révision à mi-parcours 2025**

Dans le cadre de la consultation du 20 mars 2025, l'autorité de gestion soumet au partenariat du comité de suivi les modifications suivantes du Programme Nouvelle-Aquitaine FEDER-FSE+ 2021-2027. Celles-ci viennent s'inscrire dans le cadre réglementaire de l'examen à mi-parcours, qui doit être présenté à la Commission européenne, au plus tard le 31 mars 2025.

Après un peu plus de deux ans de mise en œuvre du Programme, l'Autorité de gestion souhaite **apporter certains ajustements** afin de poursuivre la dynamique de programmation et **garantir ainsi l'absorption des fonds** comme évoqué par M. FITTO, Vice-Président exécutif à la Cohésion et aux Réformes dans son courrier aux Etats membres en décembre 2024 en se concentrant sur les priorités les plus urgentes. En l'espèce, en Nouvelle-Aquitaine, il s'agit de conforter le soutien à son tissu de PME face au contexte mondial et européen actuel après une sortie de crise sanitaire déjà complexe. L'attention particulière aux initiatives phares de la Commission européenne comme l'Agenda européen pour les villes, un accès à un logement abordable ou encore le nouveau Bauhaus européen a été apportée dès la conception initiale du programme. En effet, l'Autorité de gestion a fait le choix d'un axe territorial fort avec près de 17.5% du FEDER dédié et confié aux autorités locales ; plus de 62.5M€ sont dédiés au développement urbain, soit un taux de 8,8%, zones urbaines qui mobilisent également 34M€ supplémentaires au titre du soutien aux modalités urbaines multimodales durables ; De plus, face au poids du secteur des bâtiments dans l'émission de GES (près de 30%) et la part des logements sociaux en étiquette énergétique défavorable, l'Autorité de gestion avait également prévu de mobiliser près de 25M€ de crédits pour lutter contre le réchauffement climatique et la précarité énergétique , en favorisant les éco-matériaux et les matériaux bio-sourcés. La stratégie du programme s'appuie et est en cohérence avec les stratégies régionales dont la feuille de route Néoterra, celles-ci concourant toutes aux principes de durabilité, d'esthétique et d'inclusion recherchés par le Nouveau Bauhaus Européen, l'ensemble des projets programmé doit y être conforme car érigé en principe directeur de sélection.

Enfin, **elle confirme également dans le cadre de cet exercice l'affectation définitive du montant de la flexibilité établi au titre du Programme et réparti sur chacun de ses axes.**

Par ailleurs, dans le contexte à ce *jour* de non-validation de la condition favorisante nationale relative à la « *Planification actualisée des investissements nécessaires dans les secteurs de l'eau et des eaux résiduaires* » l'autorité de gestion a fait le choix de présenter une re-ventilation des crédits dédiés sur d'autres objectifs spécifiques de l'axe 2 Transitions (Volet Environnement) et ainsi ne plus sélectionner d'opérations au titre de l'objectif spécifique 2.5 (gestion de l'eau).

En complément, l'autorité de gestion souhaite proposer une Option de Coûts simplifiés (Barème Standard de Coût Unitaire) pour les opérations de rénovation énergétique des logements sociaux au titre du programme.

## ✓ **Modification de la maquette financière**

Afin d'optimiser la consommation totale des crédits alloués au programme, il est proposé des **transferts de crédits au sein des axes**, entre objectifs spécifiques. Ces transferts présentés n'ont pas d'impact sur les dotations globales de chacun des axes concernés.

**Au titre de l'axe 1 (Recherche, Innovation et transformation numérique)** : Afin de consolider l'enveloppe dédiée aux entreprises et répondre aux besoins du territoire, il est proposé un transfert de 10M€ de l'objectif spécifique 1.1 (Recherche et Innovation) vers l'objectif spécifique 1.3 (compétitivité des PME).

**Au titre de l'axe 2 (Transitions)** : Compte tenu du contexte actuel de non-validation de la condition favorisante nationale relative à l'eau, une re ventilation des crédits de l'objectif spécifique 2.5 (gestion durable de l'eau) est proposée vers les objectifs spécifiques 2.4 (Adaptation au changement climatique) et 2.7 (Biodiversité).

**Au titre de l'axe 5 (Volet territorial)** : Un volet « Pyrénées » doté de 6 M€ est réparti entre les objectifs spécifiques 5.1 et 5.2 du Programme, dont 744 000 € fléchés sur les projets interrégionaux de l'Agence des Pyrénées (432 000 M€ sur l'ospé 5.1 et 312 000 M€ sur l'ospé 5.2).

Un transfert de crédits (0,432 M€) est proposé de l'objectif spécifique 5.1 vers l'objectif spécifique 5.2 afin de simplifier le suivi de la mise en œuvre du volet Pyrénées en ne fléchant les aides à l'agence des Pyrénées que sur un seul objectif (5.2). L'enveloppe de l'objectif spécifique 5.1 reste maintenue au-delà des 8% réglementaire dédié au Développement Urbain Durable (8,8%).

## ✓ **Stratégie du programme : principaux défis et lignes d'action adoptées**

**Tableau 1 :**

### **1. Stratégie du programme : principaux défis et lignes d'actions adoptées**

Objectifs stratégiques ou objectif spécifique du FTJ	Objectif stratégique ou priorité spécifique	Justification (synthèse)	
		Formulation en cours	Nouvelle formulation proposée
2. Une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie sans carbone, par la promotion d'une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, de la prévention et de la gestion des risques, et d'une mobilité urbaine durable	RSO2.4. Favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes	L'inaction, mesurée dans le rapport Acclimaterra conduirait à : - une température moyenne en hausse d'environ 2° d'ici 2050, - des périodes de canicules 2 fois plus probables, - et la disparition de 95% de la microfaune d'ici 2030, et de 50% de population d'oiseaux d'ici 2028. et a constaté une élévation du niveau de la mer de 3mm/an depuis près de 30 ans. Le changement climatique augmente les aléas naturels en intensité et/ou fréquence, que ce soit en termes d'érosion côtière, de submersion marine ou encore d'inondation. Avec 973 km de linéaire côtier et 2 massifs montagneux, présentant une fragmentation des vallées (tissu urbain, transport, évolution des activités), et une augmentation des phénomènes climatiques extrêmes, augmentant les risques d'inondation notamment, la région est particulièrement exposée aux risques : une érosion côtière de 1 à 3m/an pour la côte sableuse et 20 cm/an pour la côte rocheuse en ex-Aquitaine, une élévation actuelle du niveau de la mer d'environ 3mm/an (estimation basse RCP 2.6 GIEC-entre + 0,3 m et + 1,5 m horizon 2100), et 16 TRI (territoires à risque important) de type aléa fluvial définis par la Directive Inondation répartis sur les bassins Adour-Garonne et Loire-Bretagne. 1 <sup>ère</sup> région boisée de France avec un rôle de stockage de carbone, de limitation de l'effet de	L'inaction, mesurée dans le rapport Acclimaterra conduirait à : - une température moyenne en hausse d'environ 2° d'ici 2050, - des périodes de canicules 2 fois plus probables, - et la disparition de 95% de la microfaune d'ici 2030, et de 50% de population d'oiseaux d'ici 2028. et a constaté une élévation du niveau de la mer de 3mm/an depuis près de 30 ans. Le changement climatique augmente les aléas naturels en intensité et/ou fréquence, que ce soit en termes d'érosion côtière, de submersion marine ou encore d'inondation. Avec 973 km de linéaire côtier et 2 massifs montagneux, présentant une fragmentation des vallées (tissu urbain, transport, évolution des activités), et une augmentation des phénomènes climatiques extrêmes, augmentant les risques d'inondation notamment, la région est particulièrement exposée aux risques : une érosion côtière de 1 à 3m/an pour la côte sableuse et 20 cm/an pour la côte rocheuse en ex-Aquitaine, une élévation actuelle du niveau de la mer d'environ 3mm/an (estimation basse RCP 2.6 GIEC-entre + 0,3 m et + 1,5 m horizon 2100), et 16 TRI (territoires à risque important) de type aléa fluvial définis par la Directive Inondation répartis sur les bassins Adour-Garonne et Loire-Bretagne. 1 <sup>ère</sup> région boisée de France avec un rôle de stockage de carbone, de limitation de l'effet de

		<p>serre et de réservoir de biodiversité, l'espace forestier est fragmenté et soumis à de multiples risques climatiques et sanitaires : incendie (1390 communes concernées en 2016), tempête... La mobilisation de cet objectif répondra, de manière stratégique et planifiée à la protection des populations face aux risques côtiers, d'inondations etc. mais aussi pour protéger les écosystèmes côtiers et marins, face aux pollutions des eaux littorales. Enfin, il facilitera la prise en compte de l'ensemble des risques naturels auxquels le territoire est exposé, par des approches transversales et concertées, contribuant à l'appropriation des enjeux par les acteurs du territoire.</p>	<p>communes concernées en 2016), tempête...  <b>De plus, 75% du territoire néo-aquitain est en insuffisance chronique de ressource en eau (1,2Mrds de m3 prélevés chaque année). Cet état va s'accroître avec les effets du changement climatique : évaporation croissante, modifications des régimes pluviométriques... . Or le développement socio-économique régional est dépendant de la ressource en eau : des prélèvements importants sont réalisés, de nombreuses activités économiques (aquaculture, agriculture, industries agro-alimentaires, tourisme...) sont dépendantes de la ressource en eau en qualité et en quantité.</b>          La mobilisation de cet objectif répondra, de manière stratégique et planifiée à la protection des populations face aux risques côtiers, d'inondations etc. mais aussi pour protéger les écosystèmes côtiers et marins, face aux pollutions des eaux littorales. <b>Enfin, # Il</b> facilitera la prise en compte de l'ensemble des risques naturels auxquels le territoire est exposé, par des approches transversales et concertées, contribuant à l'appropriation des enjeux par les acteurs du territoire.  <b>Cette mobilisation concourra également à adapter les usages aux pressions quantitatives par la sensibilisation mais également le changement de pratiques.</b></p>
	RSO2.5. Favoriser l'accès à l'eau et une gestion durable de l'eau En	En Nouvelle-Aquitaine, l'état écologique des masses d'eau reste dégradé sous l'effet de diverses pressions altérations hydro-morphologiques, fragmentation des cours d'eau, pollutions, augmentation des problématiques liées aux micropolluants : - 54% des masses d'eau de surface et 29% des masses	<del>En Nouvelle-Aquitaine, l'état écologique des masses d'eau reste dégradé sous l'effet de diverses pressions altérations hydro-morphologiques, fragmentation des cours d'eau, pollutions, augmentation des problématiques liées aux micropolluants : - 54% des masses d'eau de</del>

		<p>d'eau souterraines en état moyen ou mauvais (2015) ; - 45% du territoire classé en zones vulnérables aux nitrates et 36% en risques pesticide, et d'une augmentation des pollutions (perturbateurs endocriniens, résidus pharmaceutiques...). Au-delà des enjeux qualitatifs, 75% du territoire néo-aquitain est en insuffisance chronique de ressource en eau (1,2Mrds de m3 prélevés chaque année). Cet état va s'accroître avec les effets du changement climatique : évaporation croissante, modifications des régimes pluviométriques. Or le développement socio-économique régional est dépendant de la ressource en eau : des prélèvements importants sont réalisés, de nombreuses activités économiques (aquaculture, agriculture, industries agro-alimentaires, tourisme...) sont dépendantes de la ressource en eau en qualité et en quantité. La mobilisation de cet objectif spécifique permettra donc à la Nouvelle-Aquitaine de préserver la ressource en eau, tant de manière qualitative que quantitative et ce dans un contexte de changement climatique. Cette mobilisation concourra également à adapter les usages aux pressions quantitatives par la sensibilisation mais également le changement de pratiques. Enfin, il s'agira également de maintenir les nombreuses espèces migratrices, patrimoniales, indicatrices du bon état du fonctionnement des écosystèmes aquatiques.</p>	<p><del>surface et 29% des masses d'eau souterraines en état moyen ou mauvais (2015) ; - 45% du territoire classé en zones vulnérables aux nitrates et 36% en risques pesticide, et d'une augmentation des pollutions (perturbateurs endocriniens, résidus pharmaceutiques...). Au-delà des enjeux qualitatifs, 75% du territoire néo-aquitain est en insuffisance chronique de ressource en eau (1,2Mrds de m3 prélevés chaque année). Cet état va s'accroître avec les effets du changement climatique : évaporation croissante, modifications des régimes pluviométriques... Or le développement socio-économique régional est dépendant de la ressource en eau : des prélèvements importants sont réalisés, de nombreuses activités économiques (aquaculture, agriculture, industries agro-alimentaires, tourisme...) sont dépendantes de la ressource en eau en qualité et en quantité. La mobilisation de cet objectif spécifique permettra donc à la Nouvelle-Aquitaine de préserver la ressource en eau, tant de manière qualitative que quantitative et ce dans un contexte de changement climatique. Cette mobilisation concourra également à adapter les usages aux pressions quantitatives par la sensibilisation mais également le changement de pratiques. Enfin, il s'agira également de maintenir les nombreuses espèces migratrices, patrimoniales, indicatrices du bon état du fonctionnement des écosystèmes aquatiques.</del></p>
	RSO2.7. Améliorer la protection et la préservation de la nature et de la biodiversité et renforcer les	6 socio-écosystèmes majeurs en Nouvelle-Aquitaine : plaines agricoles, espaces viticoles, forêts, espaces pâturés extensifs et bocage, milieux aquatiques, territoires urbains et	6 socio-écosystèmes majeurs en Nouvelle-Aquitaine : plaines agricoles, espaces viticoles, forêts, espaces pâturés extensifs et bocage, milieux aquatiques, territoires urbains et artificialisés. La

	<p>infrastructures vertes, en particulier en milieu urbain, et réduire toutes les formes de pollution</p>	<p>artificialisés. La Garonne : seul grand fleuve d'Europe de l'Ouest abritant l'ensemble des espèces de poissons migrateurs. Les milieux urbains concentrent 2/3 de la population régionale, en hausse de 0,7%/an depuis 1982, d'où une augmentation des surfaces artificielles. La Nouvelle-Aquitaine est devenue la 1ère région consommatrice d'espaces naturels, agricoles et forestiers. Au cœur des territoires urbains se trouvent également des espaces naturels bénéfiques (régulation thermique, qualité de l'air, écoulement des eaux, attractivité), qu'il convient de préserver et restaurer. Le lien d'interdépendance entre les territoires ruraux périurbains-urbain via les services écosystémiques rendus par la nature est à prendre en compte : production de biomasse alimentaire et non alimentaire, régulation hydrique, stockage de carbone...supportés essentiellement par les territoires ruraux et en tout ou partie mobilisés par les territoires urbains. La biodiversité est menacée par des pressions anthropiques : fragmentation et destruction des habitats, surexploitation des ressources naturelles, pollutions (sols, air, pollutions sonores et lumineuses), dissémination d'espèces exotiques envahissantes... et par le changement climatique alors qu'elle est facteur de régulation du climat. (ex. disparition alarmante d'espèces : -80% des perdrix en 20 ans, estimation à -95% de microfaune d'ici 2030). La mobilisation de cet objectif spécifique permettra de participer à l'arrêt d'érosion du vivant, de préserver les espaces naturels et de</p>	<p>Garonne : seul grand fleuve d'Europe de l'Ouest abritant l'ensemble des espèces de poissons migrateurs. Les milieux urbains concentrent 2/3 de la population régionale, en hausse de 0,7%/an depuis 1982, d'où une augmentation des surfaces artificielles. La Nouvelle-Aquitaine est devenue la 1ère région consommatrice d'espaces naturels, agricoles et forestiers. Au cœur des territoires urbains se trouvent également des espaces naturels bénéfiques (régulation thermique, qualité de l'air, écoulement des eaux, attractivité), qu'il convient de préserver et restaurer. Le lien d'interdépendance entre les territoires ruraux périurbains-urbain via les services écosystémiques rendus par la nature est à prendre en compte : production de biomasse alimentaire et non alimentaire, régulation hydrique, stockage de carbone...supportés essentiellement par les territoires ruraux et en tout ou partie mobilisés par les territoires urbains. La biodiversité est menacée par des pressions anthropiques : fragmentation et destruction des habitats, surexploitation des ressources naturelles, pollutions (sols, air, pollutions sonores et lumineuses), dissémination d'espèces exotiques envahissantes... et par le changement climatique alors qu'elle est facteur de régulation du climat. (ex. disparition alarmante d'espèces : -80% des perdrix en 20 ans, estimation à -95% de microfaune d'ici 2030).</p> <p><b>De plus en Nouvelle-Aquitaine, l'état écologique des masses d'eau reste dégradé sous l'effet de diverses pressions altérations hydro-morphologiques, fragmentation des cours d'eau, pollutions, augmentation des problématiques liées aux micropolluants : - 54% des masses d'eau de surface et 29% des masses d'eau souterraines</b></p>
--	---	---	--

		<p>reconquérir la biodiversité afin d'atteindre notamment une zéro destruction nette de zones humides, avoir aussi 1 000 territoires engagés dans la préservation de la biodiversité et un doublement des surfaces en maîtrise foncière sur les zones prioritaires.</p>	<p><b>en état moyen ou mauvais (2015) ; - 45% du territoire classé en zones vulnérables aux nitrates et 36% en risques pesticide, et d'une augmentation des pollutions (perturbateurs endocriniens, résidus pharmaceutiques...).</b></p> <p>La mobilisation de cet objectif spécifique permettra de participer à l'arrêt d'érosion du vivant, de préserver les espaces naturels et de reconquérir la biodiversité afin d'atteindre notamment une zéro destruction nette de zones humides, avoir aussi 1 000 territoires engagés dans la préservation de la biodiversité et un doublement des surfaces en maîtrise foncière sur les zones prioritaires.</p> <p><b>Elle permettra également de préserver la ressource en eau, tant de manière qualitative que quantitative et ce dans un contexte de changement climatique. Et enfin, il s'agira également de maintenir les nombreuses espèces migratrices, patrimoniales, indicatrices du bon état du fonctionnement des écosystèmes aquatiques.</b></p>
--	--	---	---

✓ **Modifications des typologies d’actions, des indicateurs et de la ventilation des ressources**

**Axe 1 : Une Nouvelle-Aquitaine qui conforte ses capacités de recherche et d’innovation, accompagne la transformation numérique et la croissance économique de son territoire, dans un objectif de développement juste et équilibré.**

✓ **Objectif spécifique 1.1 : développer et améliorer les capacités de recherche et d’innovation ainsi que l’utilisation des technologies de pointe**

Nous proposons l’introduction d’une nouvelle typologie d’actions visant à faciliter la programmation de projets intégrés de Recherche, d’Innovation et de Formation. Ces projets prévoient des espaces hybrides et mutualisés ayant vocation à être utilisés par l’ensemble des acteurs impliqués, et pour lesquels il n’est pas possible d’isoler les dépenses de chaque action spécifique. Cette nouvelle typologie permettrait ainsi de financer ces projets dans leur globalité, sans complexifier les modalités de calcul de l’assiette des coûts éligibles ni la justification des dépenses lors du paiement. L’opération d’importance stratégique visée par le programme, FERROCAMPUS, pourra être programmée dans ce cadre, comme d’autres projets similaires ayant vocation à décloisonner les activités. Sur 21-27 nous observons une montée en puissance de ces projets hybrides qui combinent Recherche, Innovation et Formation. Ces approches intégrées reflètent l’évolution des besoins des acteurs régionaux et vont dans le sens d’une plus grande structuration des filières stratégiques. Il nous paraît important de pouvoir soutenir cette démarche visant à favoriser la synergie et l’optimisation des ressources dans la mesure où elle contribue à l’innovation, à la collaboration et au transfert de connaissance. Cette approche s’inscrit par ailleurs pleinement dans les objectifs du programme tout en apportant une plus grande flexibilité dans sa mise en œuvre.

Formulation en cours	Nouvelle formulation proposée
	<p><b>Ajout d’une nouvelle typologie d’action à la suite des autres :</b> Favoriser l’émergence d’écosystèmes intégrant Recherche, Innovation et Formation afin de développer les synergies, d’optimiser les ressources, d’accélérer l’innovation, et d’encourager les projets collaboratifs et le transfert de connaissance :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Construction, réhabilitation et aménagement d’infrastructures réunissant Recherche, Innovation et Formation dédié à une filière S3</li> <li>▪ Acquisition d’équipements et création d’espaces mutualisés (ateliers, plateaux techniques, espaces à usage mixtes,...)</li> <li>▪ Création et mutualisation de services d’appui</li> </ul>
Tableau 2 – indicateurs de réalisation	Les indicateurs de réalisation ne sont pas impactés par ces modifications. En effet le transfert de crédits ne modifie pas les prévisions de programmation ni les cibles fixées initialement. De la même manière, l’introduction d’une nouvelle typologie d’actions vise avant tout à adapter le programme pour sécuriser les financements sur certains projets d’infrastructure.
Tableau 3 – indicateurs de résultat	Les indicateurs de résultat ne sont pas impactés par ces modifications. En effet le transfert de crédits ne modifie pas les prévisions de programmation ni les cibles fixées



	initialement. De la même manière, l'introduction d'une nouvelle typologie d'actions vise avant tout à adapter le programme pour sécuriser les financements sur certains projets d'infrastructure.
Tableau 4 – Domaine d'intervention  RSO.1.1 FEDER – 004. Investissements dans les actifs fixes des centres de recherche et établissements d'enseignement supérieur publics directement liés aux activités de recherche et d'innovation, dont les infrastructures de recherche Montant (EUR) : 50 000 000	Tableau 4 – Domaine d'intervention  RSO.1.1 FEDER – 004. Investissements dans les actifs fixes des centres de recherche et établissements d'enseignement supérieur publics directement liés aux activités de recherche et d'innovation, dont les infrastructures de recherche :  Montants (EUR) : <b>40 000 000</b>
Tableau 5 – Forme de financement  RSO1.1 FEDER 01. Subvention 135 500 000	Tableau 5 – Forme de financement  RSO1.1 FEDER 01. Subvention <b>125 500 000</b>
Tableau 6 – Mécanisme d'application territorial  RSO1.1 FEDER 33. Pas de ciblage géographique 135 500 000	Tableau 6 – Mécanisme d'application territorial  RSO1.1 FEDER 33. Pas de ciblage géographique <b>125 500 000</b>
Tableau 8 – Dimension égalité Homme/Femme  RSO1.1 FEDER 03. Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes 135 500 000	Tableau 8 – Dimension égalité Homme/Femme  RSO1.1 FEDER 03. Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes <b>125 500 000</b>

✓ **Objectif spécifique 1.2 : Tirer parti des avantages de la numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises, des organismes de recherche et des pouvoirs publics**

Il est proposé au titre de l'ospé 1.2 des reformulations de typologies d'actions afin d'apporter des précisions et ou de permettre la prise en compte des évolutions technologiques peut ou pas suffisamment développées au moment de la rédaction du programme telles que l'IA et la DATA.

Il est également proposé de supprimer la typologie relative aux « actions de diagnostic » qui résulte du choix de l'autorité de gestion et de la Région Nouvelle-Aquitaine de concentrer l'intervention du FEDER numérique sur des projets plus structurants et innovants portés par des entreprises. Cette modification entraîne la suppression de l'indicateur RCO04 "entreprises bénéficiant d'un soutien non financier" et la revue à la baisse des indicateurs dédiés au numérique au service des entreprises. Les indicateurs dédiés au numérique au service des citoyens et des services publics est revu à la hausse d'une unité.

Formulation en cours	Nouvelle formulation / nouvelle proposition
✓ <b>Type de mesures correspondantes : Le numérique au bénéfice des entreprises</b>	

Actions de sensibilisation, d'animation collective et d'accompagnement à la transformation numérique des entreprises (dans sa composante cyber-sécurité ou numérique responsable ou d'expérimentations de numérisation de processus.	Actions de sensibilisation, d'animation collective et d'accompagnement à la transformation numérique des entreprises, <b>plus particulièrement</b> , dans sa composante cyber-sécurité ou numérique responsable ou d'expérimentations de numérisation de processus.
Actions globales de diagnostic	<del>Actions globales de diagnostics</del>
Chèques transformation numérique (hors Dispositif « Usine du futur ») : financement de prestations de service et d'équipements au bénéfice des entreprises, à titre individuel, pour le développement et l'intégration d'outils numériques dans leur activité	<b>Aide de transformation numérique stratégique des entreprises prenant en compte les enjeux de sobriété et de sécurité numérique, tout en explorant les potentiels de l'IA et de la DATA (hors « Usine du futur ») —</b> <del>financement de prestations de service et d'équipements au bénéfice des entreprises, à titre individuel, pour le développement et l'intégration d'outils numériques dans leur activité.</del>
Actions innovantes de développement des services et usages numériques, d'une part dans les domaines prioritaires de la santé et du transport afin de déployer un service public numérique territorial performant, et d'autres part, les actions innovantes en matière d'éducation, de culture, du tourisme, du sport ou encore de l'habitat social	Actions innovantes de développement des services et usages numériques, <del>d'une part</del> dans les domaines prioritaires de la santé, du transport <b>et de la culture</b> afin de déployer un service public numérique territorial performant, <del>et d'autres part, les actions innovantes en matière d'éducation, de culture, du tourisme, ou encore de l'habitat social</del>
Actions de développement de projets innovants autour de la donnée par les administrations (contenus, technologies, usages, gouvernance, organisation de l'écosystème) : donnée territoriale, open-data, plateformes de services mutualisés au service du citoyen et de l'attractivité des territoires ruraux, Système d'Information Géographique mutualisé,	Actions <b>de mutualisation</b> pour le développement de <b>projets innovants</b> autour de la donnée <del>par les administrations</del> (contenus, technologies, usages, gouvernance, organisation de l'écosystème) : donnée territoriale, open-data, plateformes de services mutualisés au service du citoyen et de l'attractivité des territoires ruraux, <del>Système d'Information Géographique mutualisé,</del>
✓ <b>Type de mesures correspondantes : Le numérique au service des citoyens et des services publics</b>	
Actions permettant le développement de projets de "smart territoires" associant transition sociale et économique, transition écologique et transition numérique, à travers des démarches de co-construction ; systèmes d'information territoriaux multi-acteurs reposant sur la dématérialisation des services du territoire.	Actions permettant le développement de projets de "smart territoires" associant transition sociale et économique, transition écologique et transition numérique, <del>à travers des démarches de co-construction</del> ; systèmes d'information territoriaux <b>visant à optimiser la gestion énergétique des bâtiments et de l'éclairage public, données en temps réel sur les réseaux d'eau, d'électricité, d'éclairage ou de transport via la pose de capteurs (Internet des objets).</b> <del>multi-acteurs reposant sur la dématérialisation des services du territoire</del>
Stratégie de territoire numérique responsable : actions territoriales concourant au développement d'un numérique responsable, soutenant les démarches de sobriété numérique et d'éco-conception. Sensibilisation, animation, actions territoriales sur les cycles de vie des équipements numériques, l'écoconception des applications et logiciels etc.	Stratégie de territoire numérique responsable : actions territoriales concourant au développement d'un numérique responsable, soutenant les démarches de sobriété numérique, d'éco-conception, <b>de capitalisation et de transfert de résultats à l'échelle régionale.</b> <del>Sensibilisation, animation, actions territoriales sur les cycles de vie des équipements numériques, l'écoconception des applications et logiciels etc.</del>

Actions de sensibilisation aux cyber-menaces, d'accompagnement à l'évaluation de la protection des systèmes d'information par des audits d'experts, la réalisation de tests d'intrusions et de l'implémentation de solutions de cyber sécurité pour les acteurs publics et privés du territoire régional.	<b>Actions territoriales de sensibilisation et de prévention visant à développer un espace territorial de confiance numérique et de résilience au service de l'écosystème régional et s'inscrivant dans un réseau d'acteurs de cybersécurité.</b> <b>Reformulation</b>
<b>Tableau 2 – Indicateurs de réalisation</b>  <b>RO01</b> - Entreprises bénéficiant d'un soutien : 1002 <b>RCO02</b> – Entreprises soutenues au moyen de subvention : 64 <b>RCO04</b> – Entreprises bénéficiant d'un soutien non financier : 938 <b>RCO14</b> – Instituts publics bénéficiant d'un soutien pour l'élaboration de services, produits et processus numérique : 13	<b>Tableau 2 – Indicateurs de réalisation</b>  <b>RO01</b> - Entreprises bénéficiant d'un soutien : <b>6</b> <b>RCO02</b> – Entreprises soutenues au moyen de subvention : <b>6</b> <del><b>RCO04</b> – Entreprises bénéficiant d'un soutien non financier : 938</del> <b>RCO14</b> – Instituts publics bénéficiant d'un soutien pour l'élaboration de services, produits et processus numérique : <b>14</b>
<b>Tableau 3 – Indicateurs de résultats</b> RCR13 – Entreprises atteignant un niveau élevé d'intensité numérique : 51 RCR 06 – Population régionale en capacité d'accès au service numérique : 6 148 663	<b>Tableau 3 – Indicateurs de résultats</b> RCR13 – Entreprises atteignant un niveau élevé d'intensité numérique : <b>6</b> RCR 06 – Population régionale en capacité d'accès au service numérique : 6 148 663
<b>Tableau 4 – Domaine d'intervention</b> <b>013</b> – 5 271 819,00 <b>015</b> – 3 919 091,00 <b>016</b> – 4 278 181,00 <b>017</b> – 6 030 909,00 <b>019</b> – 1 500 000,00	<b>Tableau 4 – Domaine d'intervention</b> 013 – 5 271 819,00 015 – 3 919 091,00 016 – 4 278 181,00 017 – 6 030 909,00 019 – 1 500 000,00

- ✓ **Objectif spécifique 1.3 : Renforcer la croissance durable et la compétitivité des PME, et la création d'emplois dans les PME, y compris par des investissements productifs**

Dans le cadre des modifications proposées au titre de l'ospé 1.3, il s'agit de la reformulation d'une typologie d'action ainsi que l'ajustement des cibles des indicateurs et des domaines d'intervention lié à l'abondement de 10 millions d'euros.

Formulation en cours	Nouvelle formulation proposée
Expérimentations territoriales portant sur, des lieux d'innovation à destination des TPE/PME (incubateur, accélérateur, living lab, fablab, tech shop, centres de développement technologique, plateformes techniques mutualisées, ...) ;	Expérimentations territoriales portant sur, des lieux d'innovation à destination des TPE/PME (incubateur, accélérateur, <del>living lab, fablab, tech shop,</del> centres de développement technologique, plateformes techniques mutualisées, ...) ;
<b>Tableau 2_ Indicateurs de réalisation</b> <b>RCO01</b> – Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont : micro, petites, moyennes, grandes) : 5 243 (valeur cible 2029) <b>RCO02</b> – Entreprises soutenues au moyen de subventions : 146 (valeur cible 2029) <b>RCO03</b> – Entreprises soutenues au moyen	<b>Tableau 2_ Indicateurs de réalisation</b> <b>RCO01</b> – Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont : micro, petites, moyennes, grandes) : <b>5 270</b> (valeur cible 2029) <b>RCO02</b> – Entreprises soutenues au moyen de subventions : <b>173</b> (valeur cible 2029) <b>RCO03</b> – Entreprises soutenues au moyen

d'instruments financiers : 113 (valeur cible 2029) <b>RCO04</b> – Entreprises bénéficiant d'un soutien non financier : 4 984 (valeur cible 2029) <b>RCO15</b> – Capacités créées d'incubation d'entreprises : 44 (valeur cible 2029)	d'instruments financiers : 113 (valeur cible 2029) <b>RCO04</b> – Entreprises bénéficiant d'un soutien non financier : 4 984 (valeur cible 2029) <b>RCO15</b> – Capacités créées d'incubation d'entreprises : 44 (valeur cible 2029)
<b>Tableau 3 : Indicateurs de résultat</b> <b>RCR02</b> – Investissements privés complétant un soutien public : 145 416 182.00 € (valeur cible 2029) <b>RCR19</b> – Entreprises à chiffres d'affaires plus élevé : 181 (valeur cible 2029)	<b>Tableau 3 : Indicateurs de résultat</b> <b>RCR02</b> – Investissements privés complétant un soutien public : <b>175 416 183</b> € (valeur cible 2029) <b>RCR19</b> – Entreprises à chiffres d'affaires plus élevé : <b>200</b> (valeur cible 2029)
<b>Tableau 4 : Domaine d'intervention</b> 020 - 15 199 951 € 021 – 30 133 269 € 022 – 1 250 000 € 024 – 5 000 000 € 025 – 27 250 000 € 026 – 3 000 000 € 027 – 11 199 952 €	<b>Tableau 4 : Domaine d'intervention</b> 020 – <b>18 199 951 €</b> 021 – <b>34 133 269 €</b> 022 – 1 250 000 € 024 – 5 000 000 € 025 – 27 250 000 € 026 – 3 000 000 € 027 – <b>14 199 952 €</b>
<b>Tableau 5 : Forme de financement</b> <b>01</b> – 68 033 172 € <b>02</b> – 20 000 000 € <b>03</b> - 1 250 000 € <b>04</b> – 3 750 000 €	<b>Tableau 5 : Forme de financement</b> <b>01</b> – <b>78 033 172 €</b> <b>02</b> – 20 000 000 € <b>03</b> - 1 250 000 € <b>04</b> – 3 750 000 €
<b>Tableau 6 : Mécanisme d'application territorial</b> <b>33</b> – Autres approches : 93 033 172 €	<b>Tableau 6 : Mécanisme d'application territorial</b> <b>33</b> – Autres approches : <b>103 033 172 €</b>
<b>Tableau 7 : Dimension « égalité hommes et femmes »</b> <b>02</b> – Intégration : 13 700 000 € <b>03</b> – Neutralité : 79 333 172 €	<b>Tableau 7 : Dimension « égalité hommes et femmes »</b> <b>02</b> – Intégration : 13 700 000 € <b>03</b> – Neutralité : <b>89 333 172 €</b>

## Axe 2 : Une Nouvelle-Aquitaine qui accélère la transition énergétique et écologique

### ✓ Objectif 2.1 : Favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre

Nous proposons une modification concernant les programmes d'animation et/ou d'ingénierie en intégrant les établissements sanitaires et sociaux (publics et privés). Cette modification n'a pas d'impact sur les cibles des indicateurs.

Formulation en cours	Nouvelle formulation proposée
<p>Efficacité énergétique du parc tertiaire public et résidentiel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les programmes de rénovation énergétique des logements (sociaux, publics et privés) en s'appuyant sur des audits énergétiques/études thermiques.</li> <li>✓ Les opérations de rénovation énergétique globale et performante des bâtiments publics permettant d'atteindre au moins le niveau « Bâtiment basse consommation 2009.</li> <li>✓ Les opérations collectives et partenariales en faveur de la maîtrise de l'énergie d'intérêt régional ou départemental (Etude de faisabilité, programme d'audits énergétiques...) en lien avec des programmes d'investissement pour la rénovation énergétique ;</li> <li>✓ Les programmes d'animation et/ou d'ingénierie régionale ou départementale visant des démarches territoriales de transition énergétique en lien avec des programmes de rénovation énergétique.</li> </ul> <p>Efficacité énergétique des entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Investissements matériels et immobiliers des entreprises en matière d'amélioration (hors secteur agricole) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- de l'efficacité énergétique des process industriels, et notamment la récupération de chaleur fatale,</li> <li>- de l'efficacité énergétique des bâtiments tertiaires d'entreprises permettant d'atteindre un niveau équivalent au label BBC-Effinergie rénovation (si le bâtiment a été construit après 1948) ou Effinergie rénovation,</li> </ul> </li> <li>✓ Investissement dans des changements de process industriel afin de permettre une alimentation énergétique renouvelable, intégrant le raccordement aux réseaux de distribution pour permettre un approvisionnement en électricité renouvelable (Green Corporate PPA) ou en biogaz (hors secteur agricole).</li> </ul>	<p>1- Efficacité énergétique du parc tertiaire public et résidentiel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les programmes de rénovation énergétique des logements (sociaux, publics et privés) en s'appuyant sur des audits énergétiques/études thermiques.</li> <li>✓ Les opérations de rénovation énergétique globale et performante des bâtiments publics permettant d'atteindre au moins le niveau « Bâtiment basse consommation 2009.</li> <li>✓ Les opérations collectives et partenariales en faveur de la maîtrise de l'énergie d'intérêt régional ou départemental (Etude de faisabilité, programme d'audits énergétiques...) en lien avec des programmes d'investissement pour la rénovation énergétique ;</li> </ul> <p>2- Efficacité énergétique des entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Investissements matériels et immobiliers des entreprises en matière d'amélioration (hors secteur agricole) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- de l'efficacité énergétique des process industriels, et notamment la récupération de chaleur fatale,</li> <li>- de l'efficacité énergétique des bâtiments tertiaires d'entreprises permettant d'atteindre un niveau équivalent au label BBC-Effinergie rénovation (si le bâtiment a été construit après 1948) ou Effinergie rénovation,</li> </ul> </li> <li>✓ Investissement dans des changements de process industriel afin de permettre une alimentation énergétique renouvelable, intégrant le raccordement aux réseaux de distribution pour permettre un approvisionnement en électricité renouvelable (Green Corporate PPA) ou en biogaz (hors secteur agricole)</li> </ul> <p>3- Les programmes d'animation et/ou d'ingénierie régionale ou départementale visant des démarches territoriales de transition énergétique <b>en lien avec des programmes de rénovation énergétique du parc tertiaire public et résidentiel, et des établissements sanitaire et sociaux (publics ou privés).</b></p>

✓ **Objectif spécifique 2.2: Promouvoir les énergies renouvelables conformément à la directive (UE) sur les sources d'énergies renouvelables y compris les critères de durabilité qui y sont énoncés.**

Nous proposons la suppression de la notion de SAS ou SARL référencée en production d'énergie comme activité principale. Cette rédaction est trop restrictive car elle oblige les PME qui ont un projet de développement ENR à créer une société de production d'ENR. Nous proposons également une reformulation de la typologie d'opération relative aux investissements pour la production de gaz renouvelable afin de préciser les types d'investissements. Ces modifications n'ont pas d'impact sur les cibles des indicateurs.

Formulation en cours	Nouvelle formulation proposée
<p>- Investissement pour la production de gaz renouvelable par méthanisation à partir de déchets de biomasses, les cultures agricoles dédiées devront être justifiées et ne pourront excéder 15% du tonnage des intrants et pour la distribution notamment par le développement des réseaux pour l'acheminement du gaz vert ainsi que la valorisation de CO2 « fatal » notamment issu de l'épuration de biogaz. Les opérations accompagnées devront respecter les critères de durabilité de la Directive RED II;</p> <p>Types de bénéficiaires : Organismes publics (collectivités publiques et leurs groupements, établissements publics, ...), associations, fondations, PME (Société par Actions Simplifiée ou Société à Responsabilité Limitée, référencée en Production d'énergie, comme activité principale dans le K-Bis), grandes entreprises mandatées par un organisme public, structures d'économie mixte, bailleurs sociaux publics et privés, Les ETI et grandes entreprises sont éligibles uniquement au moyen d'instruments financiers.</p>	<p>- Investissement pour la production de gaz renouvelable par méthanisation à partir de déchets de biomasses, <b>y compris les infrastructures d'adaptation du réseau gazier permettant la valorisation du biométhane</b>. Les cultures agricoles dédiées devront être justifiées et ne pourront excéder 15% du tonnage des intrants et pour la distribution notamment par le développement des réseaux pour l'acheminement du gaz vert ainsi que la valorisation de CO2 « fatal » notamment issu de l'épuration de biogaz. Les opérations accompagnées devront respecter les critères de durabilité de la Directive RED II;</p> <p>Types de bénéficiaires : Organismes publics (collectivités publiques et leurs groupements, établissements publics, ...), associations, fondations, PME (<del>Société par Actions Simplifiée ou Société à Responsabilité Limitée, référencée en Production d'énergie, comme activité principale dans le K-Bis</del>), grandes entreprises mandatées par un organisme public, structures d'économie mixte, bailleurs sociaux publics et privés, Les ETI et grandes entreprises sont éligibles uniquement au moyen d'instruments financiers.</p>

✓ **Objectif spécifique 2.4: Favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques et la résilience face aux catastrophes.**

Dans le cadre de la répartition des typologies d'actions de l'ospé 2.5, il est proposé d'intégrer certaines typologies d'actions au sein de l'ospé 2.4 compte tenu de leur cohérence à s'inscrire pleinement dans l'esprit et les objectifs portés par cet opsé : favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes.

En effet, alors que les usages s'intensifient dans tous les domaines (croissance démographique, industrie, agriculture...), la Nouvelle-Aquitaine subit en outre les effets du réchauffement climatique : irrégularité croissante des précipitations, érosion, risques accrus d'inondation, accentuation des étiages, baisse des aquifères, qui impactent durablement les écosystèmes, les populations, ainsi que l'activité économique, et aggravent les déséquilibres entre ressources et besoins en eau.

Dans ce contexte, la gestion de la ressource en eau devient un enjeu capital pour la protection des populations.

Sur le plan quantitatif, les enjeux sont importants sur le territoire Néo-Aquitain :

- 75% de son territoire sont classés en Zones de Répartition des Eaux (ZRE), qui se caractérisent par une insuffisance chronique des ressources hydriques par rapport aux besoins.
- le bassin versant Adour-Garonne (70% du territoire de la Nouvelle-Aquitaine) présente un déficit en eau de 250 millions de m<sup>3</sup> entre les besoins et les usages en période d'étiage (dont 150 millions pour la Région Nouvelle-Aquitaine), et qui passera en 2050 à 1,2 milliard de m<sup>3</sup> si la température augmente de seulement 2°C.

Ainsi, pour répondre à ces importants enjeux, il devient essentiel de renforcer les actions d'économies d'eaux et d'accélérer l'émergence de modèles de gestion plus vertueux. La réutilisation des eaux non conventionnelles (eaux usées traitées, eaux pluviales, eaux grises...) est une des solutions, qui, si elle ne se substitue pas aux économies d'eau, permet de répondre aux pénuries d'eau et de lutter localement contre les effets du changement climatique. Dans ce contexte, elle peut contribuer au maintien des usages tout en satisfaisant aux nécessaires besoins des milieux aquatiques.

En parallèle des actions précédentes et pour contribuer de manière la plus intégrée possible à l'adaptation au changement climatique, il reste fondamental de :

- protéger les populations face aux risques côtiers, d'inondations, etc.
- mener des actions d'amélioration des connaissances sur la ressource en eau afin d'en améliorer sa gestion et son exploitation ;
- sensibiliser le plus grand nombre à la nécessité d'une gestion durable de la ressource en eau afin d'initier et de faciliter la mise en action.

Dans ce contexte, l'autorité de gestion propose les modifications suivantes :



Formulation en cours	Nouvelle formulation proposée
<p><b>Types de mesures correspondants :</b></p> <p>Les effets du changement climatique se traduisent en Nouvelle-Aquitaine par des phénomènes climatiques extrêmes et de plus en plus fréquents (Inondations, tempêtes, érosion, sécheresse). Face à ces constats, cet objectif spécifique répondra, de manière stratégique et planifiée à la protection des populations face aux risques côtiers, d'inondations etc...Mais aussi pour protéger les écosystèmes côtiers et marins, face aux pollutions des eaux littorales. Les projets seront soutenus dans le respect du principe pollueur-payeur (Directive 2004/35/CE 21/04/ 2004)</p> <p>Pour la présente section, l'érosion côtière comprend les phénomènes de recul du trait de côte induits par l'effet des vagues sur le littoral, qu'il soit sableux et directement érodé, ou rocheux et altéré par des phénomènes de mouvements de terrain.</p>	<p><b>Types de mesures correspondants :</b></p> <p>Les effets du changement climatique se traduisent en Nouvelle-Aquitaine par des phénomènes climatiques extrêmes et de plus en plus fréquents (Inondations, tempêtes, sécheresse...). <b>Ces effets provoquent érosions, accentuation des étiages, baisse des aquifères, et aggravent les déséquilibres entre ressources et besoins en eau. Ces phénomènes peuvent donc impacter durablement les écosystèmes, les populations, ainsi que l'activité économique.</b></p> <p>Face à ces constats, cet objectif spécifique répondra, de manière stratégique et planifiée, à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la protection des populations face aux risques côtiers, d'inondations etc...,</li> <li>- <b>l'amélioration des connaissances sur la ressource en eau</b></li> <li>- <b>la lutte contre les pénuries d'eau et le stress hydrique par l'émergence de modèles de gestion plus vertueux limitant la pression sur une ressource en eau plus rare, et notamment la réutilisation des eaux non conventionnelles.</b></li> </ul> <p><del>Mais aussi pour protéger les écosystèmes côtiers et marins, face aux pollutions des eaux littorales. Les projets seront soutenus dans le respect du principe pollueur-payeur (Directive 2004/35/CE 21/04/ 2004).</del></p> <p>Pour la présente section, l'érosion côtière comprend les phénomènes de recul du trait de côte induits par l'effet des vagues sur le littoral, qu'il soit sableux et directement érodé, ou rocheux et altéré par des phénomènes de mouvements de terrain.</p>
<p><b>1/Actions de prévention des risques inondation, érosion côtière et submersion marine</b></p> <p>1.1 Actions d'amélioration de la connaissance des risques et de la conscience des risques inondation, érosion côtière et submersion marine.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Acquisition de connaissances techniques et scientifiques liées aux risques, incluant l'influence sur les niveaux d'aléas des dérèglements climatiques, ainsi que l'influence de l'aménagement du territoire sur les niveaux d'aléa et d'exposition des enjeux ;</li> <li>• actions de sensibilisation, connaissance, renforcement de la culture du risque, formation, diffusion de l'information sur le changement</li> </ul>	<p><b>1/Actions de prévention des risques inondation, érosion côtière, submersion marine et de gestion de la ressource en eau</b></p> <p>1.1 Actions d'amélioration de la connaissance des risques et de la conscience des risques inondation, érosion côtière, submersion marine <b>et de gestion de la ressource en eau.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Acquisition de connaissances techniques et scientifiques liées aux risques, incluant l'influence sur les niveaux d'aléas des dérèglements climatiques, ainsi que l'influence de l'aménagement du territoire sur les niveaux d'aléa et d'exposition des enjeux ;</li> <li>• Actions de sensibilisation, connaissance, renforcement de la culture du risque, formation, diffusion de l'information sur le changement</li> </ul>



<p>climatique, ses impacts en matière de risques littoraux et d'inondations, les possibilités de lutte, d'adaptation et la gestion quotidienne post-aléa. Ces actions devront s'appuyer sur une expertise technique ou scientifique reconnue.</p>	<p>climatique, ses impacts en matière de risques littoraux et d'inondations, les possibilités de lutte, d'adaptation et la gestion quotidienne post-aléa. <del>Ces actions devront s'appuyer sur une expertise technique ou scientifique reconnue.</del></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Actions et recherches permettant l'amélioration des connaissances sur les eaux souterraines, leurs diffusions, et leur lien avec une gestion découplée de l'eau dans un contexte de réchauffement climatique et d'économie de la ressource.</b></li> </ul> <p><b>Ces actions devront s'appuyer sur une expertise technique ou scientifique reconnue.</b></p>
<p><b>2/Prospective d'amélioration intégrée de la résilience des territoires aux changements climatiques</b></p> <p>Etudes prospectives à une échelle cohérente (intercommunalités,...) de résilience du territoire face aux dérèglements climatiques et aux risques associés, aboutissant à l'élaboration d'une stratégie d'adaptation territoriale incluant les bases d'un plan d'actions.</p> <p>Ces études prennent en compte l'ensemble des risques liés aux événements exceptionnels et d'occurrence croissante auxquels le territoire est et sera exposé, éventuellement croisés avec les risques technologiques afférents. Elles s'intéressent à l'ensemble des enjeux du territoire : sécurité et santé des populations, filières économiques, dépendance énergétique, approvisionnement en eau, sécurité alimentaire, infrastructures de transports notamment, pour les mettre en cohérence.</p> <p>Ces études doivent permettre d'élaborer des plans d'actions opérationnels pour améliorer la résilience du territoire face aux dérèglements climatiques. Elles sont bâties systématiquement en intégrant une approche concertée impliquant, les habitants et les acteurs socio-économiques du territoire.</p>	<p><b>2/Prospective d'amélioration intégrée de la résilience des territoires aux changements climatiques</b></p> <p>Etudes prospectives à une échelle cohérente (intercommunalités,...) de résilience du territoire face aux dérèglements climatiques et aux risques associés, aboutissant à l'élaboration d'une stratégie d'adaptation territoriale incluant les bases d'un plan d'actions.</p> <p>Ces études prennent en compte l'ensemble des risques liés aux événements exceptionnels et d'occurrence croissante auxquels le territoire est et sera exposé, éventuellement croisés avec les risques technologiques afférents. Elles s'intéressent à l'ensemble des enjeux du territoire : sécurité et santé des populations, filières économiques, dépendance énergétique, approvisionnement en eau, sécurité alimentaire, infrastructures de transports notamment, pour les mettre en cohérence.</p> <p>Ces études doivent permettre d'élaborer des plans d'actions opérationnels pour améliorer la résilience du territoire face aux dérèglements climatiques. Elles sont bâties systématiquement en intégrant une approche concertée impliquant, les habitants et les acteurs socio-économiques du territoire.</p> <p><b>Etudes prospectives (prise en compte des effets attendus du changement climatique) sur la gestion de la ressource en eau à l'échelle des bassins versants.</b></p> <p><b>Actions de sensibilisation en vue de favoriser la résilience des territoires face au changement climatique, en lien avec la ressource en eau, sa gestion durable.</b></p>

	<p><b>Ajout typologies d'action venant de l'ospé 2.5 :</b></p> <p><b>4/ Lutte contre les pénuries d'eau et les stress hydriques</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Actions de sensibilisation en vue de favoriser les économies d'eau dans chacun des usages.</li> <li>- Développement de projets de réutilisation des eaux non conventionnelles (eaux usées traitées, eaux pluviales, eaux grises...) avec comme objectif prioritaire la lutte contre les pénuries d'eau et l'adaptation au changement climatique. Dans un contexte de tension sur la ressource en eau (épisodes de sécheresse de plus en plus graves et fréquents), il est essentiel de renforcer les actions d'économies d'eaux et d'accélérer l'émergence de modèles de gestion plus vertueux limitant la pression sur une ressource en eau plus rare, dont la réutilisation des eaux non conventionnelles.</li> </ul> <p><b>Ces opérations seront éligibles dans le cadre d'appels à projets dédiés.</b></p>
<p><b>Lignes de partage entre fonds et FRR-Plan de relance</b></p> <p><b>FEDER Plan Loire :</b> les actions en lien avec les mesures de prévention et gestion des risques liés aux inondations et d'adaptation au changement climatique, sur les territoires à risque d'inondation du bassin de la Loire, seront soutenues par le FEDER Loire.</p> <p><b>LIFE :</b> Sur l'adaptation au changement climatique, le FEDER cible plus particulièrement les risques d'érosion, de submersion marine et d'inondation quand LIFE intervient à tous niveaux et tous secteurs</p> <p><b>Conformité au principe DNSH :</b> Les types d'actions sont jugées conformes au principe DNSH d'après les conclusions de l'ESE et de l'analyse complémentaire DNSH pour les deux objectifs non couverts par l'ESE (adaptation au changement climatique et économie circulaire).</p>	<p><b>Lignes de partage entre fonds et FRR-Plan de relance</b></p> <p><b>FEDER Plan Loire :</b> les actions en lien avec les mesures de prévention et gestion des risques liés aux inondations et d'adaptation au changement climatique, sur les territoires à risque d'inondation du bassin de la Loire, seront soutenues par le FEDER Loire.</p> <p><b>LIFE :</b> Sur l'adaptation au changement climatique, le FEDER cible plus particulièrement les risques d'érosion, de submersion marine et d'inondation quand LIFE intervient à tous niveaux et tous secteurs</p> <p><b>Conformité au principe DNSH :</b> Les types d'actions sont jugées conformes au principe DNSH d'après les conclusions de l'ESE et de l'analyse complémentaire DNSH pour les deux objectifs non couverts par l'ESE (adaptation au changement climatique et économie circulaire).</p> <p><b>FEADER : Le FEADER intervient sur les projets de Re-Use du secteur agricole alors que le FEDER intervient sur les projets de RE-USE hors secteur agricole</b></p>
<p><b>Tableau 2 - Indicateurs de réalisation</b></p> <p>RCO 27 – Stratégies nationales et infranationales en vue de l'adaptation au changement climatique : 51</p> <p>RCO04 – Actions de sensibilisation : 28</p>	<p><b>Tableau 2 - Indicateurs de réalisation</b></p> <p>RCO 27 – Stratégies nationales et infranationales en vue de l'adaptation au changement climatique : 51</p> <p>RCO04 – Actions de sensibilisation : <b>38</b></p>
<p><b>Tableau 3 – indicateurs de résultats</b></p> <p>RCR02 – Personnes ciblées par les actions de sensibilisation : 280 000</p>	<p><b>Tableau 3 – indicateurs de résultats</b></p> <p>RCR02 – Personnes ciblées par les actions de sensibilisation : <b>380 000</b></p>

<b>Tableau 4 – Domaine d'intervention</b>  058 – 13 000 000€  060 – 25 000 000€	<b>Tableau 4 – Domaine d'intervention</b>  058 – <b>21 333 333, 33€</b>  060 – <b>25 750 000 €</b>
<b>Tableau 5 – Forme de financement</b>  01. Subvention : 38 000 000€	<b>Tableau 5 – Forme de financement</b>  01. Subvention : <b>47 083 333,33 €</b>
<b>Tableau 6 – Mécanisme d'application territorial</b>  33. Autres approches – Pas de ciblage géographique : 38 000 000	<b>Tableau 6 – Mécanisme d'application territorial</b>  33. Autres approches – Pas de ciblage géographique : <b>47 083 333,33 €</b>
<b>Tableau 8 – Dimension « égalité entre les hommes et les femmes » du FSE+, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ</b>  03.Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes : 38 000 000	<b>Tableau 8 – Dimension « égalité entre les hommes et les femmes » du FSE+, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ</b>  03.Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes : <b>47 083 333,33 €</b>

✓ **Objectif spécifique 2.5: Promouvoir la gestion durable de l'eau.**

#### Suppression de l'ensemble des typologies d'actions :

Formulation en cours	Nouvelle formulation proposée
> Actions de sensibilisation en vue de favoriser : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les économies d'eau dans chacun des usages ;</li> <li>• la résilience des territoires face au changement climatique ;</li> <li>• la préservation des milieux aquatiques et des espèces associées ;</li> <li>• les changements de pratiques visant la réduction à la source des micropolluants.</li> </ul>	<del>&gt; Actions de sensibilisation en vue de favoriser :</del> <ul style="list-style-type: none"> <li><del>• les économies d'eau dans chacun des usages</del></li> <li><del>• la résilience des territoires face au changement climatique ;</del></li> <li><del>• la préservation des milieux aquatiques et des espèces associées ;</del></li> <li><del>• les changements de pratiques visant la réduction à la source des micropolluants.</del></li> </ul>
> Acquisition et diffusion de connaissances : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Etudes prospectives (prise en compte des effets attendus du changement climatique) sur la gestion de la ressource à l'échelle des bassins versants ;</li> <li>• Amélioration des connaissances et diffusion sur les eaux souterraines et leur lien avec une gestion décloisonnée de l'eau ;</li> <li>• Amélioration de connaissances (impacts sanitaires, impacts sur les milieux...) et diffusions sur des sujets émergents en lien avec la qualité de l'eau (amélioration de la prise en compte des micropolluants, perturbateurs</li> </ul>	<del>Acquisition et diffusion de connaissances :</del> <ul style="list-style-type: none"> <li><del>• Etudes prospectives (prise en compte des effets attendus du changement climatique) sur la gestion de la ressource à l'échelle des bassins versants</del></li> <li><del>• Amélioration des connaissances et diffusion sur les eaux souterraines et leur lien avec une gestion décloisonnée de l'eau ;</del></li> <li><del>• Amélioration de connaissances (impacts sanitaires, impacts sur les milieux...) et diffusions sur des sujets émergents en lien avec la qualité de l'eau (amélioration de la prise en compte des</del></li> </ul>

endocriniens, pollutions microbiennes émergentes...).	<del>micropolluants, perturbateurs endocriniens, pollutions microbiennes émergentes...).</del>
<p>&gt; Restauration de la continuité écologique aquatique (montaison et dévalaison) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Travaux d'aménagement ou d'effacements d'ouvrages permettant la libre circulation piscicole et sédimentaire sur des linéaires prioritaires.</li> </ul>	<p><del>&gt; Restauration de la continuité écologique aquatique (montaison et dévalaison) :</del></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><del>• Travaux d'aménagement ou d'effacements d'ouvrages permettant la libre circulation piscicole et sédimentaire sur des linéaires prioritaires.</del></li> </ul>
<p>&gt; Animation et mise en oeuvre des plans de gestion des poissons migrateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration de connaissance,</li> <li>• Suivi des populations et des habitats,</li> <li>• Actions de repeuplement,</li> <li>• Soutien d'effectifs,</li> <li>• Transfert d'effectifs</li> <li>• Restauration de frayère.</li> </ul>	<p><del>&gt; Animation et mise en oeuvre des plans de gestion des poissons migrateurs :</del></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><del>• Amélioration de connaissance,</del></li> <li><del>• Suivi des populations et des habitats,</del></li> <li><del>• Actions de repeuplement,</del></li> <li><del>• Soutien d'effectifs,</del></li> <li><del>• Transfert d'effectifs</del></li> <li><del>• Restauration de frayère.</del></li> </ul>
<p>&gt; Amélioration de la qualité de l'eau sur les aires d'alimentation de captage prioritaire par la maîtrise foncière :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Acquisitions foncières et coût de stockage foncier associé dans le cadre de projets globaux de préservation des aires d'alimentation de captages.</li> </ul> <p>Les acquisitions foncières ne se limitent pas à l'achat de terrains mais s'inscrivent dans le cadre de projets plus vastes visant la conservation des écosystèmes à long terme</p>	<p><del>&gt; Amélioration de la qualité de l'eau sur les aires d'alimentation de captage prioritaire par la maîtrise foncière :</del></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><del>• Acquisitions foncières et coût de stockage foncier associé dans le cadre de projets globaux de préservation des aires d'alimentation de captages.</del></li> </ul> <p><del>Les acquisitions foncières ne se limitent pas à l'achat de terrains mais s'inscrivent dans le cadre de projets plus vastes visant la conservation des écosystèmes à long terme</del></p>
<p>&gt; Développement de projets de réutilisation des eaux non conventionnelles permettant de lutter contre les déficits hydriques au niveau local (maintien des usages et réduction des conflits d'usages), d'économiser les ressources en eau à haute valeur ajoutée (eau potable...) et de limiter les résiduels de contaminants (microbiologiques, micropolluants, azote, phosphore...) rejetés dans les milieux.</p> <p>Le FEDER peut soutenir par exemple, les projets de réutilisation des eaux résiduaires en entreprise ou encore l'irrigation en milieu urbain (arrosage des espaces verts, îlots de fraîcheur)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Etudes et travaux (traitements complémentaires, système de pompage, stockage, matériel de métrologie et d'analyse, ...)</li> </ul> <p>Ces opérations seront éligibles dans le cadre d'appels à projets dédiés.</p>	<p><del>&gt; Développement de projets de réutilisation des eaux non conventionnelles permettant de lutter contre les déficits hydriques au niveau local (maintien des usages et réduction des conflits d'usages), d'économiser les ressources en eau à haute valeur ajoutée (eau potable...) et de limiter les résiduels de contaminants (microbiologiques, micropolluants, azote, phosphore...) rejetés dans les milieux.</del></p> <p><del>Le FEDER peut soutenir par exemple, les projets de réutilisation des eaux résiduaires en entreprise ou encore l'irrigation en milieu urbain (arrosage des espaces verts, îlots de fraîcheur)</del></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><del>• Etudes et travaux (traitements complémentaires, système de pompage, stockage, matériel de métrologie et d'analyse, ...)</del></li> </ul> <p><del>Ces opérations seront éligibles dans le cadre d'appels à projets dédiés.</del></p>

<p><b>Lignes de partage entre fonds :</b></p> <p><b>FEADER :</b> Le FEADER intervient sur les projets de Re-Use du secteur agricole alors que le FEDER intervient sur les projets de Re-Use hors secteur agricole.</p> <p><b>FEDER Plan Loire :</b> les actions en lien avec la restauration des populations de poissons grands migrateurs amphihalins et des continuités écologiques, rétablissement des espaces de mobilités seront soutenues par le FEDER Loire pour les cours d'eau suivants : Sèvres Niortaise, le Thouet, Gartempe, Vienne, Creuse et ouvrages prioritaires identifiés dans liste dite « politique apaisée de restauration de la continuité écologique ». Le FEDER NA accompagnera les mêmes actions sur le bassin Loire-Bretagne sur tous les ouvrages implantés sur des affluents autres que les cours d'eau identifiés ci-dessus ou non inscrit sur la liste dite « politique apaisée de restauration de la continuité écologique ».</p> <p><b>LIFE :</b> le FEDER cible les Aires d'Alimentation de Captage sur le sujet de la qualité et quantité de l'eau / Le FEDER intervient uniquement sur la protection des zones humides alors que LIFE intervient aussi pour la protection des milieux marins.</p> <p><b>Conformité au principe DNSH :</b> Les types d'actions sont jugées conformes au principe DNSH d'après les conclusions de l'ESE et de l'analyse complémentaire DNSH pour les deux objectifs non couverts par l'ESE (adaptation au changement climatique et économie circulaire).</p>	<p><b>Lignes de partage entre fonds :</b></p> <p><b>FEADER :</b> Le FEADER intervient sur les projets de Re-Use du secteur agricole alors que le FEDER intervient sur les projets de Re-Use hors secteur agricole.</p> <p><b>FEDER Plan Loire :</b> les actions en lien avec la restauration des populations de poissons grands migrateurs amphihalins et des continuités écologiques, rétablissement des espaces de mobilités seront soutenues par le FEDER Loire pour les cours d'eau suivants : Sèvres Niortaise, le Thouet, Gartempe, Vienne, Creuse et ouvrages prioritaires identifiés dans liste dite « politique apaisée de restauration de la continuité écologique ». Le FEDER NA accompagnera les mêmes actions sur le bassin Loire-Bretagne sur tous les ouvrages implantés sur des affluents autres que les cours d'eau identifiés ci-dessus ou non inscrit sur la liste dite « politique apaisée de restauration de la continuité écologique ».</p> <p><b>LIFE :</b> le FEDER cible les Aires d'Alimentation de Captage sur le sujet de la qualité et quantité de l'eau / Le FEDER intervient uniquement sur la protection des zones humides alors que LIFE intervient aussi pour la protection des milieux marins.</p> <p><b>Conformité au principe DNSH :</b> Les types d'actions sont jugées conformes au principe DNSH d'après les conclusions de l'ESE et de l'analyse complémentaire DNSH pour les deux objectifs non couverts par l'ESE (adaptation au changement climatique et économie circulaire).</p>
<p><b>Tableau 2 - Indicateurs de réalisation</b></p> <p>RCO04 – Actions de sensibilisation : 28</p> <p>RCO05 – Nombre d'obstacles à l'écoulement des cours d'eau aménagés ou supprimés (trame bleue) : 75</p>	<p><b>Tableau 2 - Indicateurs de réalisation</b></p> <p><b>RCO04 – Actions de sensibilisation : 28</b></p> <p><b>RCO05 – Nombre d'obstacles à l'écoulement des cours d'eau aménagés ou supprimés (trame bleue) : 75</b></p>
<p><b>Tableau 3 – indicateurs de résultats</b></p> <p>RCR02 – Personnes ciblées par les actions de sensibilisation : 210 000</p> <p>RCR03 – Linéaires de cours d'eau réouverts : 450</p>	<p><b>Tableau 3 – indicateurs de résultats</b></p> <p><b>RCR02 – Personnes ciblées par les actions de sensibilisation : 210 000</b></p> <p><b>RCR03 – Linéaires de cours d'eau réouverts : 450</b></p>
<p><b>Tableau 4 – Domaine d'intervention</b></p> <p>064 – 30 000 000</p>	<p><b>Tableau 4 – Domaine d'intervention</b></p> <p><b>064 – 30 000 000</b></p>
<p><b>Tableau 5 – Forme de financement</b></p> <p>01. Subvention : 30 000 000</p>	<p><b>Tableau 5 – Forme de financement</b></p> <p>01. Subvention : <b>30 000 000</b></p>
<p><b>Tableau 6 – Mécanisme d'application territorial</b></p> <p>33. Autres approches – Pas de ciblage géographique :</p>	<p><b>Tableau 6 – Mécanisme d'application territorial</b></p> <p>33. Autres approches – Pas de ciblage géographique : <b>30 000 000</b></p>

30 000 000	
<b>Tableau 8 – Dimension « égalité entre les hommes et les femmes » du FSE+, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ</b>  03.Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes : 30 000 000	<b>Tableau 8 – Dimension « égalité entre les hommes et les femmes » du FSE+, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ</b>  03.Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes : <del>30 000 000</del>

- ✓ **Objectif spécifique 2.6 : Favoriser la transition vers une économie circulaire et efficace dans l'utilisation des ressources.**

Pour l'ospé 2.6 il est proposé la suppression de la référence à l'appel à projet dans le programme afin de pouvoir programmer au fil de l'eau sur la thématique filière déchet.

Formulation en cours	Nouvelle formulation proposée
<b>1.1 Filière déchet en tant que ressource :</b>  Le réemploi, la réparation et la réutilisation contribuent au prolongement de la durée de vie des produits. <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Construction et modernisation des recycleries</li> <li>✓ Investissements (matériel et immatériel) pour la collecte en vue du réemploi/réutilisation</li> <li>✓ Construction ou modernisation de déchetteries professionnelles dans les secteurs déficitaires et/ou en tension en vue du développement de filières de réemploi ;</li> <li>✓ Investissements permettant le stockage, la réparation et la remise en état des produits, objets, à des fins de réemploi</li> <li>✓ Acquisition, adaptation et aménagement des locaux nécessaires à assurer l'activité.</li> </ul> Ces opérations seront éligibles dans le cadre d'appels à projets dédiés.	<b>1.1 Filière déchet en tant que ressource :</b>  Le réemploi, la réparation et la réutilisation contribuent au prolongement de la durée de vie des produits. <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Construction et modernisation des recycleries</li> <li>✓ Investissements (matériel et immatériel) pour la collecte en vue du réemploi/réutilisation</li> <li>✓ Construction ou modernisation de déchetteries professionnelles dans les secteurs déficitaires et/ou en tension en vue du développement de filières de réemploi ;</li> <li>✓ Investissements permettant le stockage, la réparation et la remise en état des produits, objets, à des fins de réemploi ;</li> <li>✓ Acquisition, adaptation et aménagement des locaux nécessaires à assurer l'activité.</li> </ul> <del>Ces opérations seront éligibles dans le cadre d'appels à projets dédiés.</del>



- ✓ **Objectif spécifique 2.7. Améliorer la protection et la préservation de la nature et de la biodiversité, et renforcer les infrastructures vertes, en particulier en milieu urbain et réduire toutes les formes de pollution.**

Dans le cadre de la répartition des typologies d'actions de l'ospé 2.5, il est également proposé d'intégrer certaines typologies d'actions au sein de l'ospé 2.7 du fait de la pleine contribution de ces actions à la protection et la préservation de la nature et de la biodiversité ainsi qu'à la réduction des pollutions.

En effet, l'animation et la mise en œuvre des plans de gestion des poissons migrateurs, comme les actions de sensibilisation en vue de favoriser la préservation des milieux aquatiques et espèces associées, contribuent à la conservation / restauration des espèces menacées.

De même, la restauration des continuités écologiques aquatiques fait partie intégrante des « Travaux de restauration / conservation des continuités écologiques » éligibles à l'ospé 2.7, ayant pour objectif commun de maintenir un bon état de conservation des habitats naturels, et de permettre aux espèces animales et végétales de se déplacer et de se développer pour assurer leur cycle de vie.

Enfin, les actions de sensibilisation en vue de favoriser les changements de pratiques visant la réduction à la source des micropolluants, l'acquisition et diffusion de connaissances sur les pollutions des eaux continentales, ainsi que l'amélioration de la qualité de l'eau sur les aires d'alimentation de captage prioritaire, contribuent à l'objectif fondamental de lutte contre les pollutions.

Formulation en cours	Nouvelle formulation en cours
<b>3/Espèces :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Espèces menacées (terrestres et marines) : conservation/restauration des espèces menacées (espèces faisant l'objet de plans nationaux ou régionaux d'actions, espèces classées VU, EN et CR sur les listes rouges régionales ou infrarégionales ou répondant aux critères UICN équivalent) ;</li> <li>Investissements dans les centres de sauvegarde de la faune sauvage et des espèces menacées ;</li> <li>Espèces exotiques envahissantes : amélioration des connaissances, opérations de luttes innovantes (nouvelles, expérimentales, répliquables et justifiées pour la ou les espèces ciblées), éradication des espèces émergentes</li> </ul>	<b>Ajout d'une typologie d'action au vu de la disparition de l'osp 2.5 :</b> <b>3/Espèces :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Espèces menacées (terrestres et marines) : conservation /restauration des espèces menacées (espèces faisant l'objet de plans nationaux ou régionaux d'actions, espèces classées VU, EN et CR sur les listes rouges régionales ou infrarégionales ou répondant aux critères UICN équivalent) ;</li> <li>Investissements dans les centres de sauvegarde de la faune sauvage et des espèces menacées ;</li> <li>Espèces exotiques envahissantes : amélioration des connaissances, opérations de luttes innovantes (nouvelles, expérimentales, répliquables et justifiées pour la ou les espèces ciblées), éradication des espèces émergentes</li> <li><b>Animation et mise en œuvre des plans de gestion des poissons migrateurs (amélioration des connaissances, suivi des populations et des habitats, actions de repeuplement, soutien et transfert d'effectifs, restauration de frayères).</b></li> </ul> <b>Actions de sensibilisation en vue de favoriser la préservation des milieux aquatiques et espèces associées (dans le cadre de programmes</b>

#### 4/Espaces naturels :

- Gestion des espaces naturels remarquables
  - Acquisitions foncières à des fins de conservation des milieux naturels et des espèces à enjeux. Les acquisitions foncières ne se limitent pas à l'achat de terrains mais s'inscrivent dans le cadre de projets plus vastes visant la conservation des écosystèmes à long terme (ex : plan de gestion ayant pour objectif le maintien / l'amélioration de la qualité du milieu, accompagné d'une sécurisation juridique du caractère naturel du site via : -le statut ou les missions / compétences du propriétaire, du type « conservatoire » ; - le statut du site, du type « réserve » ; - ORE ; -... ) ;
  - Études/suivi ;
  - Actions de conservation ou travaux de restauration des milieux et ouvrages ;
- Aménagement d'espaces naturels permettant la maîtrise des flux de fréquentation ;
- Travaux de restauration / conservation des continuités écologiques.

L'intérêt régional sera recherché par l'ampleur du rayonnement géographique, sa cohérence avec la stratégie régionale biodiversité, l'originalité et le caractère innovant du sujet traité, le milieu naturel associé, la pertinence des partenariats techniques.

#### 4/Espaces naturels :

- Gestion des espaces naturels remarquables
  - Acquisitions foncières à des fins de conservation des milieux naturels et des espèces à enjeux. Les acquisitions foncières ne se limitent pas à l'achat de terrains mais s'inscrivent dans le cadre de projets plus vastes visant la conservation des écosystèmes à long terme (ex : plan de gestion ayant pour objectif le maintien / l'amélioration de la qualité du milieu, accompagné d'une sécurisation juridique du caractère naturel du site via : -le statut ou les missions / compétences du propriétaire, du type « conservatoire » ; - le statut du site, du type « réserve » ; - ORE ; -... ) ;
  - Études/suivi ;
  - Actions de conservation ou travaux de restauration des milieux et ouvrages ;
- Aménagement d'espaces naturels permettant la maîtrise des flux de fréquentation ;
- Travaux de restauration / conservation des continuités écologiques.

L'intérêt régional sera recherché par l'ampleur du rayonnement géographique, sa cohérence avec la stratégie régionale biodiversité, l'originalité et le caractère innovant du sujet traité, le milieu naturel associé, la pertinence des partenariats techniques.

- **Restauration des continuités écologiques aquatiques : travaux d'aménagement (montaison et dévalaison), d'arasement ou d'effacement d'ouvrages permettant la libre circulation piscicole et sédimentaire sur des bassins et linéaires prioritaires.**

#### 6/Actions de lutte contre les pollutions des eaux côtières

- Etudes prospectives liées aux changements globaux des masses d'eau littorales/ côtières, ainsi que des aquifères côtiers, et de l'impact sanitaire sur les populations humaines (hors profil de baignade) ;
- Etudes prospectives des phénomènes d'intrusion salée et leurs incidences sur les nappes d'eaux douces ;
- Travaux de dépollution et de renaturation de sites pollués menacés par des phénomènes

Réécriture du point 6/ afin d'y intégrer les modifications due à l'intégration des anciennes typologies d'actions de l'ospé 2.5 :

#### 6/Lutter contre les pollutions

> **Actions de sensibilisation en vue de favoriser les changements de pratiques visant la réduction à la source des micropolluants.**

> **Actions de lutte contre les pollutions des eaux côtières :**

- Etudes prospectives liées aux changements globaux des masses d'eau littorales/ côtières,



<p>d'érosion côtière ou de submersion marine ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Travaux expérimentaux permettant l'amélioration de pratiques afin de limiter la pollution des eaux littorales, au-delà des exigences réglementaires ;</li> <li>• Travaux expérimentaux contribuant à la dépollution des eaux côtières.</li> </ul>	<p>ainsi que des aquifères côtiers, et de l'impact sanitaire sur les populations humaines (hors profil de baignade) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Etudes prospectives des phénomènes d'intrusion salée et leurs incidences sur les nappes d'eaux douces ;</li> <li>• Travaux de dépollution et de renaturation de sites pollués menacés par des phénomènes d'érosion côtière ou de submersion marine ;</li> <li>• Travaux expérimentaux permettant l'amélioration de pratiques afin de limiter la pollution des eaux littorales, au-delà des exigences réglementaires ;</li> <li>• Travaux expérimentaux contribuant à la dépollution des eaux côtières.</li> </ul> <p>&gt; <b>Acquisition et diffusion de connaissances sur les pollutions des eaux continentales :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Amélioration de connaissances (impacts sanitaires, impacts sur les milieux...), projets pilotes et démonstrateurs (suivi et préservation des milieux), et diffusions sur des sujets émergents en lien avec la qualité de l'eau (amélioration de la prise en compte des micropolluants, perturbateurs endocriniens, pollutions microbiennes émergentes...).</b></li> </ul> <p>&gt; <b>Amélioration de la qualité de l'eau sur les aires d'alimentation de captage prioritaire par la maîtrise foncière :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Les acquisitions foncières et coût de stockage foncier associé dans le cadre de projets globaux de préservation des aires d'alimentation de captages.</b></li> <li>• <b>Les acquisitions foncières ne se limitent pas à l'achat de terrains mais s'inscrivent dans le cadre de projets plus vastes visant la conservation des écosystèmes à long terme.</b></li> </ul>
<p><b>Lignes de partage :</b></p> <p><b>FRR :</b> L'ANCT, autorité coordinatrice en France des fonds européens, a élaboré un guide relatif à l'articulation entre les différents fonds (REACT-FRR) avec les différents ministères et les Régions. Il identifie des thématiques et présente des lignes de partage, lignes de partages temporelles, thématiques ou encore géographiques. Pour les thématiques identifiées et identifiables à ce jour à travers ce guide (Biodiversité, Lutte contre l'artificialisation), l'Autorité de gestion veille dossier par dossier, à analyser la nature du cofinancement de l'Etat.</p>	<p><b>Lignes de partage :</b></p> <p><b>FRR :</b> L'ANCT, autorité coordinatrice en France des fonds européens, a élaboré un guide relatif à l'articulation entre les différents fonds (REACT-FRR) avec les différents ministères et les Régions. Il identifie des thématiques et présente des lignes de partage, lignes de partages temporelles, thématiques ou encore géographiques. Pour les thématiques identifiées et identifiables à ce jour à travers ce guide (Biodiversité, Lutte contre l'artificialisation), l'Autorité de gestion veille dossier par dossier, à analyser la nature du cofinancement de l'Etat.</p>

<p>L'Autorité de gestion recherche un taux d'intervention maximal afin de limiter le nombre de cofinanceurs publics par dossier et donc le risque de double financement avec la FRR. Des contacts réguliers avec les services de l'Etat en région, dans la mesure où ils seraient identifiés comme les services disposant des informations adéquates, complètent le système.</p> <p><b>FEADER</b> : Le FEADER intervient sur les actions en zone Natura 2000, le FEDER intervient hors zones Natura 2000.</p> <p><b>FEAMPA</b> : Le FEAMPA national contribue au financement des opérations de protection et de restauration des écosystèmes marins et littoraux, y compris par limitation des impacts des activités, en application des directives européennes et engagements européens.</p> <p><b>FEDER Plan Loire</b> : les actions de restauration des fonctionnalités des milieux humides situées en totalité sur le bassin de la Loire, seront soutenues par le FEDER Loire.</p> <p><b>LIFE</b> : le FEDER intervient plus spécifiquement dans les zones urbanisées. Le FEDER se concentre sur les espèces menacées via les centres de sauvegarde quand LIFE ne cible pas d'espèces.</p> <p><b>Conformité au principe DNSH</b> : Les types d'actions sont jugées conformes au principe DNSH d'après les conclusions de l'ESE et de l'analyse complémentaire DNSH pour les deux objectifs non couverts par l'ESE (adaptation au changement climatique et économie circulaire).</p> <p>[1] Espaces naturels remarquables :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aires sous protection forte : zones coeur de parc national, arrêté de protection de biotope ou de géotope, réserves naturelles, réserves biologiques,</li> <li>- Espaces Naturels Sensibles ;</li> <li>- Terrains sous maîtrise foncière et d'usage des conservatoires d'espaces naturels et du littoral ;</li> <li>- Milieux identifiés comme « hot-spot de biodiversité », ZNIEFF de type I, sites inscrits à l'inventaire du patrimoine géologique.</li> </ul>	<p>L'Autorité de gestion recherche un taux d'intervention maximal afin de limiter le nombre de cofinanceurs publics par dossier et donc le risque de double financement avec la FRR. Des contacts réguliers avec les services de l'Etat en région, dans la mesure où ils seraient identifiés comme les services disposant des informations adéquates, complètent le système.</p> <p><b>FEADER</b> : Le FEADER intervient sur les actions en zone Natura 2000, le FEDER intervient hors zones Natura 2000</p> <p><b>FEAMPA</b> : Le FEAMPA national contribue au financement des opérations de protection et de restauration des écosystèmes marins et littoraux, y compris par limitation des impacts des activités, en application des directives européennes et engagements européens.</p> <p><b>FEDER Plan Loire</b> : les actions de restauration des fonctionnalités des milieux humides situées en totalité sur le bassin de la Loire, seront soutenues par le FEDER Loire.</p> <p><b>Les actions en lien avec la restauration des populations de poissons grands migrateurs amphihalins et des continuités écologiques, rétablissement des espaces de mobilités seront soutenues par le FEDER Loire pour les cours d'eau suivants : Sèvres Niortaise, le Thouet, Gartempe, Vienne, Creuse et ouvrages prioritaires identifiés dans liste dite « politique apaisée de restauration de la continuité écologique ». Le FEDER NA accompagnera les mêmes actions sur le bassin Loire-Bretagne sur tous les ouvrages implantés sur des affluents autres que les cours d'eau identifiés ci-dessus ou non inscrit sur la liste dite « politique apaisée de restauration de la continuité écologique ».</b></p> <p><b>LIFE</b> : le FEDER intervient plus spécifiquement dans les zones urbanisées. Le FEDER se concentre sur les espèces menacées via les centres de sauvegarde quand LIFE ne cible pas d'espèces.</p> <p><b>Le FEDER cible les Aires d'Alimentation de Captage sur le sujet de la qualité et quantité de l'eau / Le FEDER intervient uniquement sur la protection des zones humides alors que LIFE intervient aussi pour la protection des milieux marins.</b></p> <p><b>Conformité au principe DNSH</b> : Les types d'actions sont jugées conformes au principe DNSH d'après les conclusions de l'ESE et de l'analyse complémentaire DNSH pour les deux objectifs non couverts par l'ESE (adaptation au changement climatique et économie circulaire).</p>
---	---

	<p>[1] Espaces naturels remarquables :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aires sous protection forte : zones coeur de parc national, arrêté de protection de biotope ou de géotope, réserves naturelles, réserves biologiques,</li> <li>- Espaces Naturels Sensibles ;</li> <li>- Terrains sous maîtrise foncière et d'usage des conservatoires d'espaces naturels et du littoral</li> <li>- Milieux identifiés comme « hot-spot de biodiversité », ZNIEFF de type I, sites inscrits à l'inventaire du patrimoine géologique.</li> </ul>
<p><b>Tableau 2 - Indicateurs de réalisation</b></p> <p>RCO04 – Actions de sensibilisation : 70</p> <p>RCO06 – Nombre de territoires engagés dans une stratégie locale de biodiversité : 500</p>	<p><b>Tableau 2 - Indicateurs de réalisation</b></p> <p>RCO04 – Actions de sensibilisation : <b>80</b></p> <p><b>RCO05 – Nombre d'obstacles à l'écoulement des cours d'eau aménagés ou supprimés : 75</b></p> <p>RCO06 – Nombre de territoires engagés dans une stratégie locale de biodiversité : <b>500</b></p>
<p><b>Tableau 3 – indicateurs de résultats</b></p> <p>RCR02 – Personnes ciblées par les actions de sensibilisation : 700 000</p> <p>RCR04 – Population des territoires concernés par une stratégie locale de biodiversité : 300 000</p>	<p><b>Tableau 3 – indicateurs de résultats</b></p> <p>RCR02 – Personnes ciblées par les actions de sensibilisation : <b>800 000</b></p> <p><b>RCR03 – Linéaire de cours d'eau réouverts : 450</b></p> <p>RCR04 – Population des territoires concernés par une stratégie locale de biodiversité : <b>300 000</b></p>
<p><b>Tableau 4 – Domaine d'intervention</b></p> <p>079 – 30 000 000</p> <p>080 – 2 000 000</p>	<p><b>Tableau 4 – Domaine d'intervention</b></p> <p>079 – <b>50 916 666,67</b></p> <p>080 – 2 000 000</p>
<p><b>Tableau 5 – Forme de financement</b></p> <p>01. Subvention : 32 000 000</p>	<p><b>Tableau 5 – Forme de financement</b></p> <p>01. Subvention : <b>52 916 666,67</b></p>
<p><b>Tableau 6 – Mécanisme d'application territorial</b></p> <p>33. Autres approches – Pas de ciblage géographique : 32 000 000</p>	<p><b>Tableau 6 – Mécanisme d'application territorial</b></p> <p>33. Autres approches – Pas de ciblage géographique : <b>52 916 666, 67</b></p>
<p><b>Tableau 8 – Dimension « égalité entre les hommes et les femmes » du FSE+, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ</b></p> <p>03.Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes : 32 000 000</p>	<p><b>Tableau 8 – Dimension « égalité entre les hommes et les femmes » du FSE+, du FEDER, du Fonds de cohésion et du FTJ</b></p> <p>03.Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes : <b>52 916 666, 67</b></p>

### Axe 3 : Une Nouvelle-Aquitaine qui soutient le développement de la mobilité propre et durable pour les territoires urbains

- ✓ **Objectif spécifique 2.8. Favoriser une mobilité urbaine multimodale durable, dans le cadre de la transition vers une économie à zéro émission nette de carbone.**

Nous proposons la suppression de la typologie d'action concernant les stations vélos et services aux cyclistes car peu d'effet levier. Par ailleurs, ces investissements peuvent être accompagnés à travers le soutien des aménagements de pôles d'échanges ou infrastructures cyclables. Cette modification est sans incidence sur les cibles des indicateurs et sur la maquette financière.

Formulation en cours	Nouvelle formulation proposée
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les investissements dans les infrastructures et les systèmes de recharge et d'avitaillement de vecteurs et d'équipements énergétiques décarbonés (Electricité verte, Hydrogène vert, Biognc...) pour la mobilité des voyageurs et des marchandises ;</li> <li>➤ Les aménagements de pôles d'échanges multimodaux favorisant l'intermodalité en milieu urbain et interurbain (sur un projet global : études et travaux)</li> <li>➤ Extension et aménagement de pistes cyclables et vélos-routes/voies vertes, favorisant notamment la mobilité quotidienne en milieu urbain et interurbain (en lien avec des pôles d'échanges, zones d'activités périphériques, établissements scolaires, services publics,...) s'inscrivant dans des Schémas ou plans de mobilité urbains ou interurbains et tenant compte des maillages cyclables européens, nationaux, régionaux ou départementaux, définis en la matière.</li> <li>➤ Développement, en milieu urbain et interurbain, de stationnements vélos et de services aux cyclistes s'inscrivant dans une démarche de report modal</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les investissements dans les infrastructures et les systèmes de recharge et d'avitaillement de vecteurs et d'équipements énergétiques décarbonés (Electricité verte, Hydrogène vert, Biognc...) pour la mobilité des voyageurs et des marchandises ;</li> <li>➤ Les aménagements de pôles d'échanges multimodaux favorisant l'intermodalité en milieu urbain et interurbain (sur un projet global : études et travaux)</li> <li>➤ Extension et aménagement de pistes cyclables et vélos-routes/voies vertes, favorisant notamment la mobilité quotidienne en milieu urbain et interurbain (en lien avec des pôles d'échanges, zones d'activités périphériques, établissements scolaires, services publics,...) s'inscrivant dans des Schémas ou plans de mobilité urbains ou interurbains et tenant compte des maillages cyclables européens, nationaux, régionaux ou départementaux, définis en la matière.</li> <li>➤ <del>Développement, en milieu urbain et interurbain, de stationnements vélos et de services aux cyclistes s'inscrivant dans une démarche de report modal.</del></li> </ul>

**Axe 4 : Une Nouvelle-Aquitaine qui développe son capital humain par la formation et la création d'emploi comme levier de croissance, de compétitivité et de cohésion sociale pour les personnes, les entreprises et les territoires.**

- ✓ **Objectif spécifique 4.1. Améliorer l'accès à l'emploi et aux mesures d'activation pour tous les demandeurs d'emploi, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, pour les chômeurs de longue durée et des groupes défavorisés sur le marché du travail, et pour les personnes inactives, ainsi que par la promotion de l'emploi indépendant et de l'économie sociale.**

**Nous proposons plusieurs types de modifications dans le cadre de l'os 4.1 :**

- Le rattachement d'une partie des actions relevant des « Programmes des structures d'appui et d'accompagnement à la création d'activité dans l'ESS proposant notamment une information, un hébergement juridique et/ou un parcours » concernant les Coopératives d'activités et d'Emploi à la thématique **1) L'accompagnement à la création/reprise d'activités** actuellement rattachée à la thématique **2) Le soutien et l'accompagnement de l'emploi local par l'ESS et l'innovation sociale** ». Les actions développées par les incubateurs sont maintenues dans la partie ESS.
- L'élargissement du soutien FSE+ dans **le cadre de l'accompagnement à la création d'activité/reprise d'activité** à la phase d'accompagnement post-crétion pour les 3 premières années d'activités. Cette diversification du public introduit plusieurs modifications de formulation dans les différentes actions.

Ces modifications sont sans impact sur les indicateurs et les domaines d'intervention.

- La modification du tableau 7 relatif aux thèmes secondaires du FSE +.

Formulation actuelle	Nouvelle formulation proposée
<b>1) L'accompagnement à la création/reprise d'activités</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>La promotion à l'entrepreneuriat</b></li> <li>✓ Développement d'outils et d'actions d'information et d'orientation des publics sur les dispositifs existants en matière de création d'activités et reprise (exemples : manifestations, point d'accueil, éveil à l'entrepreneuriat....).</li> <li>✓ Actions collectives favorisant les échanges entre les futurs créateurs.</li> <li>✓ Développement d'outils et d'actions auprès des publics cibles visant au repérage des publics, à encourager et promouvoir l'esprit d'entreprendre, l'emploi indépendant (exemples : actions de sensibilisation, communication, utilisation du numérique...).</li> <li>• <b>La coordination et l'efficacité des dispositifs sur le territoire.</b></li> </ul>	<b>1) L'accompagnement à la création/reprise d'activités</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>La promotion à l'entrepreneuriat</b></li> <li>✓ Développement d'outils et d'actions d'information et d'orientation des publics sur les dispositifs existants en matière de création d'activités et reprise (exemples : manifestations, point d'accueil, éveil à l'entrepreneuriat....). <b>Pas de modification.</b></li> <li>✓ Actions collectives favorisant les échanges entre les futurs créateurs. <b>Pas de modification.</b></li> <li>✓ Développement d'outils et d'actions auprès des publics cibles visant au repérage des publics, à encourager et promouvoir l'esprit d'entreprendre, l'emploi indépendant (exemples : actions de sensibilisation, communication, utilisation du numérique...). <b>Pas de modification.</b></li> <li>• <b>La coordination et l'efficacité des dispositifs sur le territoire. Pas de modification.</b></li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>L'accompagnement à l'entrepreneuriat</b></li> <li>✓ Actions d'évaluation préalable des publics porteur d'un projet permettant soit de valider l'entrée dans le parcours d'accompagnement à la création d'activité soit de proposer une ou plusieurs pistes de réorientation.</li> <li>✓ Actions d'information/sensibilisation et de positionnement auprès des potentiels créateurs afin d'identifier leurs besoins et les compétences nécessaires pour leur future création d'activité.</li> <li>✓ Parcours d'accompagnement à la création d'activités : soutien individuel ou action collective auprès des créateurs durant les phases d'émergence, de maturation et de démarrage de leur projet (exemples : définition d'un plan d'action, réalisation d'un diagnostic, d'une étude économique ou de faisabilité, élaboration d'un plan de financement, choix d'un cadre juridique, structuration financière....).</li> <li>✓ Actions de formation visant l'augmentation du niveau de compétences des acteurs (exemples : financement d'actions de formation en comptabilité, analyse financière, marketing, technique de vente, communication, recrutement, droit du travail, gestion des relations humaines,.....).</li> <li>✓ Parcours d'accompagnement à la réorientation professionnelle en cas d'abandon du projet de création d'activités favorisant l'insertion professionnelle des publics.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>L'accompagnement à l'entrepreneuriat</b></li> <li>✓ Actions d'évaluation préalable des publics porteur d'un projet permettant soit de valider l'entrée dans le parcours d'accompagnement à la création d'activité soit de proposer une ou plusieurs pistes de réorientation. <b>Pas de modification.</b></li> <li>✓ Actions d'information/sensibilisation et de positionnement auprès des <del>potentiels créateurs</del> <b>publics visés</b> afin d'identifier leurs besoins et les compétences nécessaires pour leur <del>future création d'activité</del> <b>projet d'activité.</b></li> <li>✓ Parcours d'accompagnement à la création d'activités : soutien individuel ou action collective auprès des créateurs durant les phases d'émergence, de maturation et de démarrage de leur projet (exemples : définition d'un plan d'action, réalisation d'un diagnostic, d'une étude économique ou de faisabilité, élaboration d'un plan de financement, choix d'un cadre juridique, structuration financière, <b>tests d'activité tels que proposés par les couveuses,...</b>).</li> <li>✓ <b>Parcours d'accompagnement à la création d'activité développés par les Coopératives d'activités et d'Emploi proposant notamment une information, un hébergement juridique et/ou un parcours (accompagnement collectif ou individuel, entretien, formation. (Typologie déjà existante dans le point 2).</b></li> <li>✓ Actions de formation visant l'augmentation du niveau de compétences des acteurs (exemples : financement d'actions de formation en comptabilité, analyse financière, marketing, technique de vente, communication, recrutement, droit du travail, gestion des relations humaines,...). <b>Pas de modification.</b></li> <li>✓ Parcours d'accompagnement à la réorientation professionnelle en cas d'abandon du projet de création d'activités favorisant l'insertion professionnelle des publics. <b>Pas de modification.</b></li> </ul>
<p><b>2) Le soutien et l'accompagnement de l'emploi local par l'ESS et l'innovation sociale à travers :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Soutien au réseau d'accompagnement de l'ESS</b></li> <li>✓ Programmes des structures d'appui et d'accompagnement à la création d'activité dans l'ESS proposant notamment une information, un hébergement juridique et/ou un parcours (accompagnement collectif ou individuel, entretien, formation).</li> </ul>	<p><b>2) Le soutien et l'accompagnement de l'emploi local par l'ESS et l'innovation sociale à travers :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Soutien au réseau d'accompagnement de l'ESS</b></li> <li>✓ <del>Programmes des structures d'appui et d'accompagnement à la création d'activité dans l'ESS proposant notamment une information, un hébergement juridique et/ou un parcours (accompagnement collectif ou individuel, entretien, formation).</del> <b>à l'émergence et à l'incubation de projets proposant notamment une information et/ou un parcours (accompagnement collectif ou individuel). Reformulation.</b></li> </ul>



<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Actions visant la définition d'outils nouveaux ou structurants pour une meilleure connaissance de l'ESS à destination des partenaires et autres acteurs de l'ESS, pour favoriser l'émergence de nouveaux projets et des initiatives locales (ex : déploiement de l'observatoire de l'ESS, structuration d'un pôle ressource dédié à l'ESS...).</li> <li>✓ Actions de professionnalisation à destination des acteurs de l'ESS.</li> <li>• <b>Soutien direct aux projets, créateurs d'emplois pérennes ou vecteurs de consolidation des emplois et des activités</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Actions visant la définition d'outils nouveaux ou structurants pour une meilleure connaissance de l'ESS à destination des partenaires et autres acteurs de l'ESS, pour favoriser l'émergence de nouveaux projets et des initiatives locales (ex : déploiement de l'observatoire de l'ESS, structuration d'un pôle ressource dédié à l'ESS...). <b>Pas de modification.</b></li> <li>✓ Actions de professionnalisation à destination des acteurs de l'ESS. <b>Pas de modification.</b></li> <li>• <b>Soutien direct aux projets, créateurs d'emplois pérennes ou vecteurs de consolidation des emplois et des activités. Pas de modification.</b></li> </ul>
<p><b><u>Ligne de partage avec le FEDER</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Dans le cadre de l'accompagnement à la création d'activité/reprise d'activité</b></li> <li>✓ Le FSE + soutiendra les actions visant l'accompagnement des publics à la création d'activité hors innovation sauf dans le secteur de l'ESS. Le FSE + interviendra uniquement sur toutes les phases en amont de la création.</li> <li>✓ Le FEDER interviendra sur les actions d'accompagnement à la création d'entreprises innovantes (technopôle, pépinières, hors ESS) et sur les instruments financiers à destination des entreprises y compris en faveur de la création d'entreprises.</li> </ul>	<p><b><u>Ligne de partage avec le FEDER</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Dans le cadre de l'accompagnement à la création d'activité/reprise d'activité</b></li> <li>✓ Le FSE + soutiendra les actions visant l'accompagnement des publics à la création d'activité hors innovation sauf dans le secteur de l'ESS. Le FSE + interviendra <b>uniquement</b> sur toutes sur toutes les phases en amont de la création et <b>la phase post création (limitée aux 3 premières années d'activité).</b></li> <li>✓ Le FEDER interviendra sur les actions d'accompagnement à la création d'entreprises innovantes (technopôle, pépinières, hors ESS) et sur les instruments financiers à destination des entreprises y compris en faveur de la création d'entreprises.</li> </ul>
<p><b><u>Tableau 7 : Thèmes secondaires du FSE +</u></b></p> <p>10. Relever les défis recensés dans le cadre du semestre européen : 41 000 000 €.</p>	<p><b><u>Tableau 7 : Thèmes secondaires du FSE +</u></b></p> <p>10. Relever les défis recensés dans le cadre du semestre européen : 41 000 000 €.</p> <p><b>01 : Contribution aux compétences et emplois verts et à l'économie verte : 1 680 000 €.</b></p> <p><b>05. Non-discrimination : 2 300 000 €.</b></p>

- ✓ **Objectif spécifique 4.5. Améliorer la qualité, le caractère inclusif et l'efficacité des systèmes d'éducation et de formation ainsi que leur adéquation au marché du travail, notamment par la validation de l'apprentissage non formel et informel, pour favoriser l'acquisition de compétences clés dont les compétences entrepreneuriales et numériques, et en promouvant la mise en place de systèmes de formation en alternance et d'apprentissages.**

Nous proposons plusieurs types de modifications dans le cadre de l'os 4.5 :

- La reformulation de certaines typologies d'action afin qu'elles soient plus explicites pour les porteurs et qu'elles traduisent la stratégie qui s'est affinée depuis le début du programme.
- La Fusion de certaines actions afin de permettre une modalité d'intervention plus globale au sein du même projet.
- La création d'une quatrième partie avec des actions déjà existantes pour rendre plus lisibles les domaines d'intervention.

Ces modifications sont sans impact sur les indicateurs et les domaines d'intervention.

- La modification du tableau 7 relatif aux thèmes secondaires du FSE +.

Formulation actuelle	Nouvelle formulation proposée
<b>1) Orientation et évolution professionnelle</b>	
1.1) Développement d'actions et de dispositifs favorisant le soutien à la connaissance et à la promotion des métiers et la lisibilité de l'offre de formation.	1.1) Actions favorisant la découverte de la diversité des métiers, des formations, du monde de l'entreprise et des organisations ainsi que des opportunités du territoire en termes d'information, de ressources, d'outils et d'activités économiques. Ces actions se déploient notamment à travers l'organisation d'intervention au sein des établissements d'enseignement, de mises en situation professionnelles, de visites d'entreprises, ... <b>Reformulation.</b>
1.2) Développement sur le territoire d'espaces régionaux d'accueil des publics favorisant la lisibilité de l'offre de formation et l'information sur les métiers et l'accès à l'emploi : animation et coordination de ces espaces.	1.2) Développement sur le territoire d'espaces régionaux d'accueil des publics favorisant la lisibilité de l'offre de formation et l'information sur les métiers et l'accès à l'emploi : animation et coordination de ces espaces. <b>Pas de modification.</b>
1.3) Actions d'information collectives, de mobilisation et de conseil auprès des publics pour favoriser leur orientation et/ou réorientation.	<b>Suppression car déjà identifiée dans la typologie d'actions 1.1.</b>
1.4) Dispositifs favorisant la connaissance et la découverte des métiers en entreprise et des emplois existants au regard des besoins du territoire à travers par exemple des journées portes ouvertes, visites entreprises, intervention de chefs d'entreprise et/ou salariés...	<b>Suppression car déjà identifiée dans la typologie d'actions 1.1.</b>
1.5) Soutien aux mises en situation en milieu professionnel favorisant une meilleure connaissance des métiers.	<b>Suppression car déjà identifiée dans la typologie d'actions 1.1.</b>
1.6) Développement d'outils favorisant l'accès à l'orientation (outils numériques, portail d'information...).	<b>1.3) Développement d'outils (outils numériques, portail d'information...) ou d'actions (événement, forum, salon, campagne de communication...) favorisant l'accès à l'information en matière d'orientation et de formation pour le public ou une meilleure lisibilité des dispositifs pour les acteurs.</b> <b>Exemples pour l'évènementiel : Salon Régional des Professionnels de l'Orientation So pro/Olympiades des métiers.</b> <b>Reformulation.</b>
1.7) Dispositifs de repérage des publics sortis des systèmes scolaires et universitaires.	<b>Typologie d'actions déplacées.</b>
1.8) Actions innovantes et expérimentales visant la sécurisation des parcours universitaires.	<b>Typologie d'actions déplacées.</b>
1.9) Actions d'accompagnement favorisant une orientation choisie à travers la construction d'un parcours.	<b>Actions d'accompagnement individualisé à l'orientation. Reformulation.</b>
<b>2) La coordination et la professionnalisation des acteurs</b>	
2.1) Actions de professionnalisation (développement des compétences en matière d'accueil, de diagnostic, d'écoute, d'accompagnement des publics...) à destination des acteurs de l'orientation, de la formation et de l'emploi afin de répondre au plus près	2.1) Actions de professionnalisation (développement des compétences en matière d'accueil, de diagnostic, d'écoute, d'accompagnement des publics...) à destination des acteurs de l'orientation, de la formation et de l'emploi afin de répondre au plus près aux besoins des



aux besoins des publics à destination des acteurs de l'orientation, de la formation et de l'emploi.	publics à destination des acteurs de l'orientation, de la formation et de l'emploi. <b>Pas de modification.</b>
2.2) Actions de coordination et de structuration des missions entre les professionnels de l'orientation visant à développer des réseaux partenariaux (économique, formation, éducation).	<b>2.2) Actions favorisant les synergies entre acteurs de l'orientation au niveau régional ou sur les territoires.</b> <b>Reformulation.</b>
2.3) Développement d'outils et d'actions favorisant une meilleure lisibilité des dispositifs de l'orientation pour les acteurs de l'orientation.	<b>Suppression car intégrées aux autres typologies.</b>
2.4) Actions d'accompagnement auprès des entreprises favorisant la connaissance des publics et des outils/formations développés sur les territoires.	
2.5) Actions d'accompagnement et/ou de formation auprès des entreprises permettant à celles-ci de devenir « entreprise apprenante » dans des parcours de formation en alternance notamment.	
<b>3. Le développement des initiatives et de l'expérimentation sur les territoires</b>	
3.1) Soutien à des initiatives et des démarches territoriales favorisant le rapprochement entre la formation et les besoins économiques et/ou mettant en œuvre de nouvelles formes de collaboration entre les acteurs du territoire.	<b>3.1) Démarches territorialisées visant à développer/renforcer l'attractivité des métiers et des formations afin de répondre aux besoins économiques du territoire, notamment à travers :</b> ✓ La mise en œuvre ou le développement des synergies entre les acteurs du territoire : démarches partenariales dans le cadre des campus TTNA ou du développement de marques employeur, des contrats régionaux de filière (CRF)... ✓ L'accompagnement des entreprises visant à développer leur connaissance des publics et ressources en matière d'orientation ou à soutenir leur démarche de labellisation en tant qu'« entreprise accueillante » par exemple dans des parcours de formation en alternance. ✓ L'accompagnement des entreprises, d'acteurs économiques ou de collectif dans l'ingénierie d'actions structurantes favorisant le recrutement et la mise en relation avec les stagiaires de la formation professionnelle. <b>Reformulation.</b>
3.2) Soutien aux actions permettant la prospective en termes d'évolution des métiers et des compétences (exemple : études,...) en fonction des territoires.	<b>3.2) Déploiement de travaux et d'études prospectives permettant d'anticiper les besoins en compétences.</b> <b>Reformulation et fusion des deux typologies.</b>
3.3) Actions d'évaluation des dispositifs menés en termes d'orientation.	
<b>4. La prévention et lutte contre le décrochage scolaire – Favoriser la réussite étudiante (Nouvelle partie)</b>	
	4.1) Dispositifs de repérage des publics sortis des systèmes scolaires et universitaires. <b>Typologie déjà existante mais initialement au point 1.</b>
	4.2) Actions innovantes et expérimentales visant la sécurisation des parcours universitaires. <b>Typologie déjà existante mais initialement au point 1.</b>
<b>Tableau 7 : Thèmes secondaires du FSE +</b> 9. Sans objet : 18 000 000 €.	<b>Tableau 7 : Thèmes secondaires du FSE +</b> <b>10. Relever les défis recensés dans le cadre du semestre européens : 18 000 000 €.</b>

- ✓ **Objectif spécifique 4.7 : Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, notamment les possibilités de renforcement des compétences et de reconversion flexibles pour tous, en tenant compte des compétences entrepreneuriales et numériques, mieux anticiper les changements et les nouvelles exigences en matière de compétences fondées sur les besoins du marché du travail, faciliter les transitions professionnelles et promouvoir la mobilité professionnelle (FSE+).**

Nous proposons dans le cadre de l'os 4.7 de modifier uniquement le tableau 7 relatif aux thèmes secondaires du FSE +.

Formulation actuelle	Nouvelle formulation proposée
<b>Tableau 7 : Thèmes secondaires du FSE +</b> 10. Relever les défis recensés dans le cadre du semestre européens : 75 741 084 €.	<b>Tableau 7 : Thèmes secondaires du FSE +</b> 10. Relever les défis recensés dans le cadre du semestre européens : 75 741 084 €. <b>02. Développement des compétences et emplois numériques) : 5 000 000 €.</b> <b>05. Non-discrimination : 22 000 000 €.</b>

#### **Axe 5 : Une Nouvelle-Aquitaine qui accompagne ses territoires pour répondre à leurs défis économiques, sociaux et environnementaux.**

Nous proposons certaines reformulations afin d'être en cohérence avec le transfert de crédits proposé entre les deux objectifs spécifiques lié à l'Agence des Pyrénées afin d'assurer un meilleur suivi de la mise en œuvre du volet Pyrénées. Ce transfert de crédit reste sans impact sur les indicateurs.

Par ailleurs il est proposé de préciser dans le tableau 6 (Approches territoriales) des 2 objectifs spécifiques 5.1 et 5.2 les montants mobilisés en faveur de la zone montagne afin de valoriser les actions portées par l'Agence des Pyrénées et par 3 Gals ayant une partie de leur territoire en zone montagne (1 Gal sur la 5.1 et 2 Gals sur la 5.2).

- ✓ **Objectifs spécifique 5.1 Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif ainsi que la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité dans les zones urbaines (FEDER).**

Formulation actuelle	Nouvelle formulation proposée
○ <b>Types de mesures correspondants</b>	
<b>5.1.4 Soutien aux dynamiques d'innovation et de reconversion territoriales du massif Pyrénéens pour le territoire de la Communauté d'agglomération du Pays Basque</b>	

<p>✓ <b>Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux</b></p> <p>(...) Dans le cas ou au moins deux territoires ne déposeraient pas de candidature à l'AAC, un comité régional ad-hoc composé d'acteurs du territoire de Nouvelle-Aquitaine effectuerait la sélection des projets. Cette sélection s'appuierait sur les stratégies existantes, couvrant le territoire concerné. De plus, pour les actions portées par l'Agence des Pyrénées à l'échelle inter-régionale, sur le territoire de Nouvelle-Aquitaine, ce comité régional ad-hoc, comprenant les autorités locales et territoriales pertinentes, pourra les examiner et les sélectionner ; cette sélection s'appuiera sur la stratégie territoriale de cette agence, adoptée par ses membres.</p>	<p>✓ <b>Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux</b></p> <p>(...) Dans le cas ou au moins deux territoires ne déposeraient pas de candidature à l'AAC, un comité régional ad-hoc composé d'acteurs du territoire de Nouvelle-Aquitaine effectuerait la sélection des projets. Cette sélection s'appuierait sur les stratégies existantes, couvrant le territoire concerné. <del>De plus, pour les actions portées par l'Agence des Pyrénées à l'échelle inter-régionale, sur le territoire de Nouvelle-Aquitaine, ce comité régional ad-hoc, comprenant les autorités locales et territoriales pertinentes, pourra les examiner et les sélectionner ; cette sélection s'appuiera sur la stratégie territoriale de cette agence, adoptée par ses membres.</del></p>
<p><b>Tableau 4 Domaine d'intervention</b> Montant : 62 936 491 €</p>	<p><b>Tableau 4 Domaine d'intervention</b> Montant : <b>62 504 491€</b></p>
<p><b>Tableau 5 - Forme de financement</b> Montant : 62 936 491 €</p>	<p><b>Tableau 5 - Forme de financement</b> Montant : <b>62 504 491€</b></p>
<p><b>Tableau 6 Mécanisme d'application territoriale et approche territoriale</b> <b>Code 10 CLLD – Villes, agglomérations et banlieues</b> Montant : 62 936 491 €</p>	<p><b>Tableau 6 Mécanisme d'application territoriale et approche territoriale</b> <b>Code 10 CLLD – Villes, agglomérations et banlieues</b> Montant : <b>59 370 154 €</b> <b>Code 13 – Zone Montagne Montant : 3 134 337€</b></p>
<p><b>Tableau 8 Dimension « égalité entre les hommes et les femmes »</b> Montant : 62 936 491 €</p>	<p><b>Tableau 8 Dimension « égalité entre les hommes et les femmes »</b> Montant : <b>62 504 491 €</b></p>

- ✓ **Objectifs spécifique 5.2 Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif ainsi que la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité ailleurs que dans les zones urbaines (FEDER)**

○ <b>Types de mesures correspondants</b>	
5.2.4. Soutien aux dynamiques d'innovation et reconversion territoriales du massif Pyrénéen pour les territoires Lacq-Orthez-Béarn des Gaves et Oloron-Haut-Béarn-Nay	5.2.4. Soutien aux dynamiques d'innovation et reconversion territoriales du massif Pyrénéen pour les territoires Lacq-Orthez-Béarn des Gaves, <b>Montagne Béarnaise et pour les projets portés à l'échelle du massif par l'agence des Pyrénées.</b>
○ <b>Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu aux outils territoriaux</b>	
<p><b>Territoires spécifiques ciblés dont outils territoriaux pour l'intervention 5.2.4 :</b> Les communes relevant du périmètre de la zone du massif pyrénéen du Département des Pyrénées-Atlantiques.</p>	<p><b>Territoires spécifiques ciblés dont outils territoriaux pour l'intervention 5.2.4 :</b> Les communes relevant du périmètre de la zone du massif pyrénéen du Département des Pyrénées-Atlantiques <b>pour les actions portées par l'Agence des Pyrénées.</b></p>

<b>Tableau 4 Domaine d'intervention</b> Montant : 61 430 109 €	<b>Tableau 4 Domaine d'intervention</b> Montant : <b>61 862 109 €</b>
<b>Tableau 5 - Forme de financement</b> Montant : 61 430 109 €	<b>Tableau 5 - Forme de financement</b> Montant : <b>61 862 109 €</b>
<b>Tableau 6 Mécanisme d'application territoriale et approche territoriale</b> Montant : 61 430 109 €	<b>Tableau 6 Mécanisme d'application territoriale et approche territoriale</b> <b>Code 12 CLLD – Zones rurales Montant : 58 996 446 €</b> <b>Code 13 – Zone Montagne Montant 2 865 663€</b>
<b>Tableau 8 Dimension « égalité entre les hommes et les femmes »</b> Montant : 61 430 109 €	<b>Tableau 8 Dimension « égalité entre les hommes et les femmes »</b> Montant : <b>61 862 109 €</b>

### c) Présentation d'un OCS programme : BSCU Logements sociaux

Dans le cadre des mesures de simplification offertes par l'article 94 du règlement 2021/1060, la Région Nouvelle-Aquitaine propose la **mise en place d'une Option de Coûts Simplifiés pour les opérations de rénovation énergétique dans le logement social** émergeant à l'objectif spécifique 2.1 dédié à favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique et réduite les émissions de gaz à effet de serre.

Sur la base des données issues de la programmation 14-20, la Région Nouvelle-Aquitaine a calculé un barème standard de coûts unitaires s'élevant à 16 746 € HT par logement rénové sur la base 2018. Ce barème sera actualisé trimestriellement en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la construction des immeubles à usage d'habitation.